



Rapport moral, d'orientation et d'activités 2013



Sommaire

1 - Texte politique introductif du conseil d'administration	3
2 - État des lieux : le nucléaire en France et dans le monde en 2013	5
3 - Actions et vie des groupes	8
4 - Motions et campagnes adoptées en 2012 et 2013	20
5 - Communication, web, publications et relations médias	27
6 - Actions juridiques et surveillance citoyenne des installations nucléaires	31
7 - Relations extérieures	34
8 - L'activité internationale	36
9 - Gestion de la boutique et des contacts sympathisants	37
10 - Rapport social	39
Annexe - Rapport des groupes du réseau	42

1 - Texte politique introductif du conseil d'administration

A contre courant de la propagande atomiste, le Réseau "Sortir du nucléaire" continue depuis 16 ans son travail de résistance au nucléaire en particulier par une information constante à destination des citoyens français.

Il aura encore fallu une catastrophe comme Fukushima pour confirmer la véracité de ses démonstrations sur le risque et l'impossible gestion des suites d'une catastrophe nucléaire.



Mettant à profit ses 16 ans d'expérience, notre Réseau, malgré l'adversité, reste un outil dynamique et réactif qui ne cesse de se ramifier : cela est possible grâce à l'implication et à la cohabitation au sein du conseil d'administration de personnes d'âges et d'horizons géographiques divers. Cette diversité confère au conseil d'administration une large représentativité sur le plan territorial. Mais la dynamique de notre Réseau se joue également à tous les niveaux avec des militants hyper-motivés.

Pour certains critiques, le Réseau "Sortir du nucléaire" ne serait qu'une ONG pompe à fric de plus : ils oublient simplement que, contrairement au WWF qui dispose de 30 % de son budget financé par des entreprises, le Réseau a toujours refusé ce type de financement ce qui lui assure une indépendance totale de pensée et d'action. Le Réseau réalise un travail permanent considérable avec peu de personnel : à titre de comparaison, le Réseau dispose d'un budget global 150 fois inférieur à celui de Greenpeace ou 350 fois inférieur à celui du WWF...

Une parenthèse incontournable sur cette année écoulée : nous avons encore eu une année difficile dans le conseil d'administration (CA), confrontés à des problèmes de fonctionnement. Le CA n'a pas réussi à se reconnaître comme un groupe cohérent et solidaire qui devrait fonctionner dans un cadre bienveillant et constructif. Dans les problèmes principaux, le CA a été dans l'obligation d'émettre un vote de défiance puis le retrait

du porte parolat à l'encontre d'une administratrice. Les choses se sont à nouveau aggravées dans les mois suivants avec des fuites de documents internes au CA du Réseau "Sortir du nucléaire" et des attaques publiques faites envers plusieurs salariés encore récemment. Un administrateur fatigué notamment par ces tensions a fini par démissionner en octobre 2013.

Malgré tout, le CA a réussi à avancer : il n'avait pas vraiment le choix devant les enjeux de la lutte contre le nucléaire et le devoir de maintenir une structure qui se préoccupe du devenir des irradiés du nucléaire en général, des catastrophes atomiques et plus particulièrement du crime mis en œuvre envers les enfants... en dehors de cela, tout n'est que bisbille.

Après cette parenthèse négative qui nous semblait indispensable à évoquer, revenons à la lutte : Notre chaîne humaine à Paris n'a pas rassemblé autant de participants que nous l'espérions mais l'omerta médiatique en amont de l'événement n'est pas étrangère à ce bilan en demi-teinte.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" continue de poser de sérieux problèmes au lobby nucléaire en apportant quotidiennement la démonstration de ses mensonges, de l'amplitude des risques et de la réalité des atteintes de l'atome sur le vivant de la mine aux déchets.

Tous les jours, des acteurs locaux de la lutte antinucléaire échangent avec le Réseau "Sortir du nucléaire", pour interroger, proposer... Les constantes passerelles sont la base de la découverte de pistes d'actions qui permettent de décocher en permanence des flèches vis-à-vis du lobby atomique. Si encore aucune n'a été mortelle, certaines créent des blessures irréversibles pour les opérateurs de l'atome :

on peut noter en vrac :

- le démontage permanent de la propagande atomiste ;
- la mise en exergue auprès du public de la fausseté des objectifs des débats sur le nucléaire dont les décisions sont déjà prises ;
- des actions de terrain parfois coordonnées, parfois autonomes, autour desquelles le Réseau "Sortir du nucléaire" produit un large écho ;
- des victoires juridiques sans précédent contre un lobby atomique où le Réseau "Sortir du nucléaire" se

substitue à un Gendarme du nucléaire défaillant ;

Quelques salariés d'EDF, d'Areva... échaudés par Fukushima savent que les réacteurs doivent être arrêtés et fournissent au Réseau "Sortir du nucléaire" des documents internes à leur sociétés qui démontrent la réalité de la déchéance technique du "parc" atomique français : ils ne supportent plus le risque que fait courir leur employeur aux français... comme évoqué précédemment pour la chaîne humaine du printemps, les médias ne sont pas vraiment au rendez-vous pour rediffuser ces défaillances qui leur sont apportées sur un plateau par le Réseau "Sortir du nucléaire" : devant les menaces graves pour l'humanité que révèlent ces documents, ces médias ne pourront pas fuir longtemps leur responsabilité.

Après avoir menti sur le fait que les réacteurs étaient prévus pour durer 40 ans (tous les documents originels d'Edf attestent d'une conception pour 25/30 ans de fonctionnement), EDF qui connaît un endettement énorme, fait le forcing pour prolonger le fonctionnement à 50, voire 60 ans : pourtant la réalité du vieillissement est bien tangible à travers la croissance constante du nombre "d'incidents" graves qui démontre que les réacteurs sont déjà à bout de souffle, bien avant 30 ans. EDF programme même un emprunt de rafistolage du parc de près de deux fois son endettement du mois de juin 2013... et l'Etat est prêt à avaliser cette aberration...

Ces décisions de prolongation vont à l'opposé de l'appel "Nucléaire, nous voulons avoir le choix" du 17 mars 2011, qui réclamait l'arrêt de l'exploitation de tout réacteur de 30 ans ou plus, c'est-à-dire que 42 réacteurs sont à fermer d'ici 2016 : nous devons trouver les moyens d'empêcher cette folie de jouer les prolongations, même si les États-Unis qui avaient le même dessin font machine arrière pour cause de défaillances techniques graves et non pas pour cause fallacieuse de concurrence de gaz de schistes comme largement relayé.

Nous pouvons hélas aussi constater que le lobby nucléaire continue sans aucun frein dans la progression de ses réalisations (ITER, ASTRID, ICEDA, programmes militaires).

L'humanité toute entière a pu voir, grâce à la toile, les images de destruction des réacteurs de Fukushima, les fuites permanentes dans l'environnement, l'impossibilité d'intervenir près des cœurs fondus avec des hommes ou des robots : cette catastrophe signe l'échec d'une des plus grandes puissances industrielle au monde : la confiance en l'atome, construite et inculquée depuis le début de l'ère nucléaire à coups de milliards d'euros, a été définitivement ébranlée. Cependant le lobby atomique reste offensif avec une Organisation Mondiale de la Santé (OMS) toujours servile. Le quotidien britannique "The Guardian" révélait en été 2011, via des échanges mails, comment les opérateurs du nucléaire et les états français et anglais agissaient en

sous-main pour minimiser l'impact de Fukushima afin de pouvoir relancer le nucléaire en Grande Bretagne : les accords sur la construction de deux réacteurs EPR à Hinkley Point montreraient que la manipulation a bien fonctionné...

Bientôt trois ans après Fukushima, les citoyens du monde auraient oublié la catastrophe, c'est du moins ce que les décideurs essaient de nous faire croire à travers des communications et des sondages téléguidés. Pourtant, au niveau mondial, nous avons pu observer des résistances de riverains à la construction de centrales nucléaires en Inde, en Chine, en Égypte... ce sont toujours les mêmes nations qui vendent la technologie de mort nucléaire comme le Japon, la France ou la Russie. Nous, les peuples de ces nations exportatrices de mort atomique portons une lourde responsabilité sur ces aménagements et devons trouver les moyens à mettre efficacement en œuvre pour éclairer nos concitoyens sur cette responsabilité. Les résistants aux mines antipersonnel y sont arrivés... nous y arriverons !



Un autre atout majeur dans notre résistance à la folie atomique : les élites scientifiques et les experts se trouvent dans l'obligation morale de dire la vérité et ils arrivent même à se regrouper, comme aux États Unis en octobre 2013*

Alors la trentaine de personnes bénévoles et salariés qui animent le Réseau "Sortir du nucléaire" avec des liens constants sur tout le territoire français - et même au niveau mondial - constitue une force pour réfléchir et faire avancer avec tous ceux qui le veulent la victoire sur la mort atomique.

Dans les notes d'espoir, un point extrêmement positif : la sortie rapide du nucléaire est possible suite au développement des renouvelables dans les pays à forte volonté politique comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, etc. L'Allemagne a par exemple multiplié par 4 en 3 ans sa production photovoltaïque. Associée au développement des autres énergies renouvelables et aux économies d'énergie, après avoir arrêté 8 réacteurs atomiques, l'Allemagne, accusée de rouler au charbon a réussi à baisser sa production de CO2 !

Paradoxalement, la France continue d'être obscurantiste puisqu'elle sabote le développement des énergies renouvelables depuis 2010. En 2013, le Réseau "Sortir du nucléaire" démontait ce sabotage à travers une analyse : *"Conférence environnementale 2013 : rien de nouveau, les décisions urgentes ne sont toujours pas prises !"*

Nous terminerons, tout d'abord en vous remerciant d'être ici, puis par une citation d'Hervé Kempf dans son article écrit lors de son récent départ d'un quotidien national :

"Faiblesse de nos moyens face aux millions des

oligarques qui contrôlent les médias. Nous ne sommes rien, ils sont tout. Mais nous avons ce que l'argent ne peut pas acheter : la conviction, l'enthousiasme, la liberté."

Le Conseil d'administration

[*] October 09, 2013 :BOSTON – A panel of nuclear experts says it's time to retire the entire fleet of nuclear reactors in the United States because the consequences of an accident far outweigh the benefits of keeping them active.

2 - État des lieux : le nucléaire en France et dans le monde en 2013

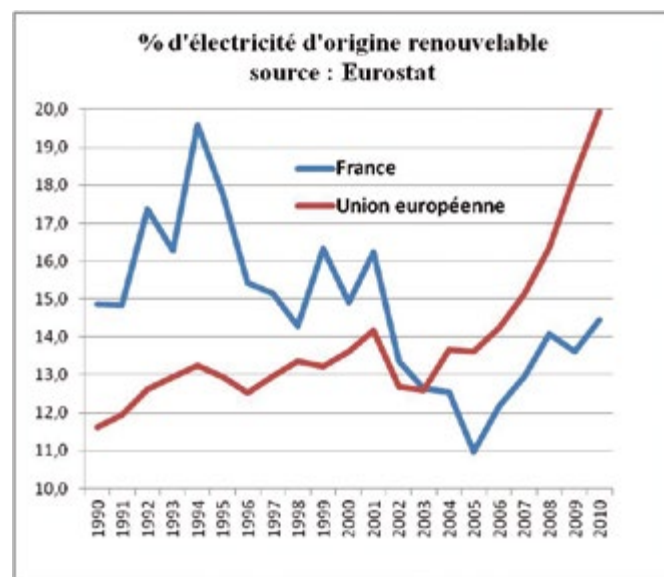
Une industrie en lutte contre un déclin global

En 2013, l'industrie nucléaire continue un déclin amorcé depuis plusieurs années et accéléré par la catastrophe de Fukushima. 425 réacteurs sont en fonctionnement dans le monde (contre 444 en 2002), si bien que la part du nucléaire dans l'électricité mondiale a baissé à 10%. En particulier, de nombreuses annonces de fermetures et abandons de projets ont eu lieu aux Etats-Unis : face à des travaux trop coûteux, les opérateurs ont préféré arrêter les frais.

Les énergies renouvelables poursuivent leur progression, même si le rythme est moins soutenu. Alors que l'Europe et l'Amérique du Nord freinent leur soutien, elles se développent rapidement au Sud, notamment au Brésil. Selon l'Agence Internationale à l'Energie, en 2016, elles devraient produire deux fois plus d'électricité que le nucléaire !

Mais partout dans le monde, dans une puissante contre-offensive, l'industrie nucléaire cherche à "reprenre du poil de la bête" après le coup fatal de la catastrophe de Fukushima.

Au Japon, les autorités persistent dans le déni et continuent à vouloir relancer les réacteurs. Du combustible MOX a même été envoyé depuis la France vers des centrales arrêtées, en prévision de leur



redémarrage. Malgré la catastrophe toujours en cours, les fuites massives d'eau contaminée, l'état précaire de la piscine du réacteur n°4, toujours vulnérable à un nouveau séisme majeur, et l'apparition de cancers de la thyroïde chez 17 enfants, le 1^{er} ministre Abe a prétendu que la situation était "sous contrôle" afin que Tokyo puisse accueillir les Jeux Olympiques de 2020 !

Une violente offensive des industries sales a lieu actuellement au niveau européen. La Commission

Européenne a envisagé de faire bénéficier le nucléaire d'aides d'État au même titre que les énergies renouvelables ; devant les protestations (auxquelles le Réseau s'était associé), elle a retiré cette proposition... pour mieux demander la suppression progressive des tarifs d'achats pour les énergies renouvelables !

La France joue évidemment un rôle majeur dans ces manigances, elle qui travaille activement à la relance du nucléaire outre-Manche. Après des mois de négociations, EDF a arraché à la Grande-Bretagne un accord pour la vente de deux EPR, dont l'électricité bénéficiera d'un tarif d'achat honteusement élevé. Alors que les médias britanniques dénoncent le caractère injuste de ce mécanisme, qui coûtera très cher aux consommateurs britanniques, la presse française se complait dans un patriotisme aveugle et sans critique. Toutefois, malgré la détermination d'EDF, cet accord contraire au droit européen de la concurrence pourrait bien être retoqué.

La contre-attaque d'une industrie en déroute

Les effets d'annonces de quelques contrats à l'international (EPR en GB mais aussi vente de réacteurs ATMEA à la Turquie), en passant sous silence tous ceux qui ont été annulés, servent à masquer une situation tendue en France.

Le chantier de l'EPR de Flamanville continue en effet de cumuler les surcoûts et les retards. 2013 a amené son lot de scandales : travail dissimulé, recours – révélé par le Réseau – à des aciers de mauvaise qualité importés de Russie, vanne montée à l'envers du fait de l'absence d'ouvriers qualifiés en plomberie... Pour tenter de tenir les délais, EDF a eu recours pour la pose du dôme du réacteur à la plus grande grue du monde et d'autres malfaçons sont alors apparues.

Dans ces conditions, le renouvellement du parc passe en second plan. En attendant l'avènement des réacteurs de “4^e génération”, EDF, très endetté, mise sur la prolongation des centrales existantes, ce qui permet aussi de repousser d'autant l'échéance de leur démantèlement. Quitte à engloutir plus de 50 milliards d'euros dans le programme du “Grand Carénage”, censé concerner successivement tous les réacteurs d'ici quelques années. Objectif pour EDF : se garder les coudées franches pour prolonger leur durée de fonctionnement au-delà de 40 ans, voire à 60 ans si possible. EDF propose ainsi d'étaler sur 50 ans l'amortissement des réacteurs nucléaires, un amortissement “comptable” qui pourrait bien aller de pair avec une proposition de prolongation prise très au sérieux. Cette prolongation est-elle déjà actée au niveau de l'État, comme le prétend l'ancienne ministre Delphine Batho ? Toujours en discussion ? Dans tous les cas, même si l'Autorité de Sûreté Nucléaire est d'ores et déjà réticente, pourra-t-elle s'opposer à l'influence d'EDF, qui trouve de nombreux soutiens ?

“Réduire la part du nucléaire”, vraiment ?

En effet, le gouvernement Hollande n'en finit pas de démontrer sa réceptivité aux souhaits de l'industrie nucléaire, au prix de petits arrangements avec ses promesses électorales.

La fermeture de la centrale de Fessenheim ne semble toujours pas pouvoir être tenue pour acquise. Le Réseau et les associations alsaciennes ont attaqué en justice les travaux lourds, coûteux et inutiles qui y ont été menés et pourraient justifier une prolongation des réacteurs au-delà de 2016 pour les “rentabiliser”. Le gouvernement s'est peu impliqué dans la mise en œuvre de la fermeture, laissant le délégué interministériel Francis-Rol-Tanguy, seul face à des syndicats hostiles et soutenus par leur direction et offrant à EDF sur un plateau l'occasion de déployer une vaste opération de communication contre de nouvelles fermetures de vieilles centrales. Quand bien même cette fermeture aurait lieu, toutes les conditions sont réunies pour la faire apparaître comme une “concession” aux écologistes, en échange de laquelle le reste du parc pourra être prolongé. Fessenheim sera-t-elle à François Hollande, ce que Plogoff aura été à François Mitterrand ?

Sans autres fermetures prévues à l'horizon 2017, comment la “réduction de la part du nucléaire” promise peut-elle se concrétiser ? À moins d'augmenter les consommations d'énergie pour faire baisser mécaniquement la proportion de l'électricité atomique, c'est impossible. Le débat sur la transition énergétique – auquel le Réseau a choisi de ne pas participer, tout comme Greenpeace et les Amis de la Terre – organisé par le gouvernement n'a d'ailleurs pas permis de dessiner un cap ambitieux. Malgré de petites avancées (comme la possibilité pour le politique de fermer une centrale – il serait temps !), ce dernier a surtout fourni une arène pour les lobbies industriels, le MEDEF et la quasi-totalité des syndicats s'alliant pour défendre les énergies sales et refuser les économies d'énergie. La préparation de la loi de transition énergétique à venir risque d'être à son tour un champ de bataille.

Des risques accrus

Cette prolongation des réacteurs et l'accroissement des risques qui en découle, le Réseau la dénonce fermement et va agir encore plus pour l'empêcher. Conçues pour 30 ans, les centrales atteignent leurs limites physiques. Le phénomène de vieillissement, difficilement prévisible et non remédiable (certaines pièces, comme les cuves enceintes, ne peuvent être changées) va de pair avec l'obsolescence des matériaux, avec de nombreux départs à la retraite chez EDF (la moitié des effectifs partiront en 2017, pour être remplacés par un personnel moins formé et moins payé), et enfin la dégradation des conditions de travail des sous-traitants, sous-payés et soumis à des procédures de plus en plus lourde, et sur lesquels EDF et Areva se déchargent de leurs responsabilités.



Conséquences de ce cocktail explosif : une augmentation des incidents, avec des impact sur la sûreté, l'environnement (fuites, incendies, etc.) mais aussi sur les travailleurs, trois sous-traitants étant décédés des suites d'accidents de travail en 2013. Cette année, le Réseau a continué à s'investir pour lutter contre cette impunité des pollueurs et cette banalisation des risques : surveillance accrue des installations (grâce à une veille permanente et un réseau de personnes impliquées au sein des Commissions Locales d'Information, qui sera renforcé par l'arrivée récente de Fanny comme chargée de son animation), publication sur notre site de tous les incidents répertoriés, guérilla juridique pour faire condamner les exploitants... Avec, fréquemment, des victoires (voir la partie "actions juridiques" ci-après). Nous continuons également à entretenir le lien avec les travailleurs du nucléaire qui sont en première ligne, et continuons le dialogue avec les syndicats (voir la partie "relations extérieures").

Des mines aux déchets, une industrie toujours aussi polluante

En 2013, Areva a été mise en difficulté au Sahel, notamment par le mécontentement croissant de la population du Niger, exaspérée de recevoir aussi peu de retombées de l'exploitation des richesses de son sous-sol. Pour trouver d'autres débouchés, la firme prospecte partout dans le monde, notamment au Nunavut (Grand Nord Canadien), où elle souhaite d'implanter une mine chez les Inuit, projet contre lequel le Réseau a lancé une pétition qui a recueilli près de 30 000 signatures (voir nos campagnes). En octobre, Areva a également jeté son dévolu sur la Mongolie.

Non contente de souiller le sous-sol de nombreux pays, Areva continue en 2013 d'exporter du combustible nucléaire à l'étranger – notamment du MOX, qu'elle n'a pas eu honte d'envoyer au Japon accidenté. Pour dénoncer les pollutions qui surviennent tout au long de la chaîne du combustible nucléaire, de la mine aux déchets, le Réseau a été particulièrement actif en

2013 : mobilisations, actions juridiques, etc... (Pour plus d'informations, se rapporter à la partie "campagnes").

En ce qui concerne les déchets, 2013 n'aura pas été de tout repos pour l'industrie nucléaire. Exaspérés par le mépris de l'Andra et des autorités, les opposants à l'enfouissement sont parvenus à faire dérailler le processus bien huilé qui aurait dû entériner "l'acceptation sociale" du stockage géologique à Bure. Le Réseau a choisi, comme la majorité des associations locales, d'opter pour le boycott actif du "débat public" censé octroyer une légitimité pseudo-démocratique au projet. Aucune séance n'a pu se tenir et la Commission Nationale du Débat Public a dû se rabattre sur le web. Ce boycott ayant fait plus de bruit qu'une expression soigneusement canalisée, il a aussi permis d'exposer au grand jour les failles du projet. Par ailleurs, en novembre, les travaux d'un cabinet d'experts indépendant a confirmé les recherches effectuées par plusieurs géologues, mettant au jour les dissimulations de l'Andra : pour permettre l'implantation de Cigéo, celle-ci a occulté la présence d'un important potentiel géothermique sous le site de Bure, en vertu duquel l'enfouissement aurait dû être proscrit ! Le Réseau et les associations locales ont d'ailleurs assigné l'Andra en justice à ce sujet (voir la partie "Actions juridiques").

Recherche : puit sans fond et inconnues

En 2013, les travaux du réacteur à fusion ITER, aussi inutile que dangereux, ont progressé malgré leur coût faramineux. Le chantier prend de l'ampleur - des syndicats dénonçant d'ailleurs le risque d'importation d'une main-d'œuvre sous-payée bénéficiant de conditions de travail dégradées. En 2014, des camions géants vont traverser la France entière pour transporter les plus grosses pièces du chantier.

Suite à un tollé en 2012, les projets de réacteurs dits de "4^e génération", comme Astrid, se sont fait plus discrets. Toutefois, la vigilance reste de mise car ils n'ont pas été abandonnés pour autant.

Nucléaire militaire : modernisation de l'armement et cocottes-minutes...

En 2013, les coupes dans le budget de la défense ont évidemment épargné le nucléaire. La dissuasion reste à l'ordre du jour et la "modernisation" de l'arsenal nucléaire sur les rails, avec en plus un traité franco-britannique pour partager certaines opérations, notamment sur le site nucléaire de Valduc. Du 6 au 9 août, des jeûnes-actions ont été organisés à Paris, en Allemagne & en Grande Bretagne pour protester contre le maintien de cette force de frappe absurde et mortifère.

La publication inopinée d'un appel d'offre a toutefois rappelé cette année que la puissance de l'industrie nucléaire militaire ne l'empêche pas d'avoir recours, pour transporter les matières les plus dangereuses... à de banales cocotte-minute !

Enfin, n'oublions pas non plus les armes à l'uranium appauvri, que la France a déjà utilisées et dont elle détient toujours un stock (voir partie "campagne"). Les essais de ces armes ont gravement pollué les environs des sites de Gramat et de Bourges.

En 2014, une nécessité : serrer les rangs !

L'industrie nucléaire, bien qu'en très mauvaise passe, est donc en train de se débattre violemment pour survivre. Pour cela, elle n'hésitera pas, dans les années

à venir, à tenter des coups de forces pour prolonger les réacteurs, ni à mettre les bouchées doubles en matière de communication ; ainsi, alors que la prochaine grande conférence sur le climat se profile, on voit déjà reflourir partout les discours absurdes sur le nucléaire comme solution au changement climatique ; le chantage à l'emploi et aux délocalisations risque de prendre également de l'ampleur du côté du MEDEF.

En 2014, il sera donc plus indispensable que jamais de serrer les rangs face à cette industrie puissante, qui n'hésitera pas à exploiter les moindres failles de division entre les antinucléaires.

L'heure n'est pas aux dissensions, ni aux divisions mais à faire front & à lutter ensemble. La fin du nucléaire civil & militaire sera la victoire de tous.

3 - Actions et vie des groupes

3 - 1 | Actions locales des groupes

Tout au long de l'année, les groupes membres du Réseau se mobilisent et organisent des actions diverses et variées. Cette partie, qui n'est pas exhaustive, vise à donner un aperçu de la diversité des formes d'actions mises en place par les groupes et collectifs locaux. Nous renvoyons aux rapports moraux des groupes, en annexe de ce document, pour un compte-rendu complet de la vie des groupes de la fédération.

Stop Golfech colore la Garonne

Samedi 29 septembre, les militants du groupe VSDNG-Stop Golfech ont alerté la population et les élus sur le très faible débit d'eau de la Garonne et ses conséquences non négligeables : l'accroissement significatif du risque d'accident nucléaire à la centrale de Golfech lié à un problème de refroidissement, d'une part et la pollution de l'eau du fait d'une plus forte concentration des effluents rejetés par la centrale dans l'eau du fleuve, utilisée comme source d'eau potable par la ville d'Agen, d'autre part.

Pendant que certains allaient au contact du public, sur le marché, dans le centre ville d'Agen, pour informer sur l'incompatibilité entre l'activité de la centrale nucléaire et le niveau de la Garonne et les dangers accrus, d'autres se sont rendus sur une passerelle pour y verser un bidon de fluorescéine, un colorant absolument inoffensif. La tache jaune fluo, au lieu de se diluer du fait des mouvements d'eau et donc de se dissiper rapidement, est au contraire restée compacte et bien visible mettant en évidence le faible débit.

Le débit minimal des cours d'eau est généralement atteint fin septembre, voire début octobre. Or dès cet été, le niveau de la Garonne était déjà passé en dessous du "débit d'alerte renforcée".

Mais EDF a la possibilité de demander des dérogations, bien souvent accordées. La dilution des effluents est alors encore plus faible et les concentrations ainsi atteintes engendrent des pollutions chimiques et radioactives bien trop importantes, d'autant plus que le seuil légal ne constitue déjà pas une garantie sanitaire suffisante.

EPR à Penly, la lutte continue !

Le 25 octobre, le conseil municipal de Dieppe approuvait, à l'unanimité moins une abstention et deux voix contre des élus écologistes, la motion de l'UMP en faveur de l'EPR visant à "plaider auprès du Président de la République et du Gouvernement, pour une confirmation de la poursuite du projet".

À l'appel du collectif anti-nucléaire de Dieppe, une vingtaine de militants équipés de banderoles, pancartes,

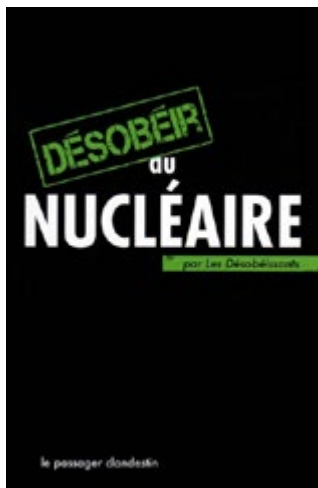


drapeaux et écriteaux en tous genres, se sont retrouvés devant la mairie pour accueillir ce beau monde : le spectacle était haut en couleur et les maximes bien senties.

Ils ont ensuite gagné la salle du conseil où ils sont restés jusqu'à la fin, sans parvenir à garder le silence face au discours démodé et mensonger des pro-EPR.

Même scénario le 27 novembre au conseil d'agglomération de Dieppe Maritime : même motion, même résultat et mêmes militants aux mêmes banderoles.

À Montpellier et Valence, on se forme à la désobéissance



Cette année, le Réseau "Sortir du nucléaire" a mis en place un partenariat avec le collectif des désobéissants, afin de permettre aux groupes et collectifs membres de la fédération d'organiser gratuitement des formations à l'action non-violente et ainsi de se former à la désobéissance civile.

C'est ainsi que les 10 et 11 novembre, le groupe Sortir du nucléaire 34 a accueilli

Xavier Renou, pendant deux jours, pour se former à la désobéissance civile et l'action non-violente et réfléchir à des actions antinucléaires locales.

Plus de trente participant-e-s principalement locaux, spécifiquement antinucléaires ou également engagés dans d'autres luttes, jeunes ou moins jeunes, novices ou habitués des stages ou des actions, sont repartis enchantés par leur week-end et impatients de passer à l'action...

Au programme, un savant mélange de théorie, réflexion locale et mise en pratique. Toute la méthodologie de l'organisation d'une action est passée en revue : de l'avant à l'après avec définition de l'intention, des objectifs, des limites et des risques courus. Sont également présentés les trucs et astuces incontournables qui pourront vous "sauver" lors d'une action (après plusieurs heures d'immobilisation, vous aurez peut-être un petit creux ou une envie pressante) ou tout simplement vous permettre qu'elle ait lieu ou soit visible.

Les 8 et 9 juin, une formation similaire a été organisée à Valence par le groupe local "Sortir du nucléaire Drôme-Ardèche" et le collectif des désobéissants.

Militants en course contre la nucléo-sponsorisation



Cette année encore, les militants de Basse-Normandie ont formé une équipe STOP EPR pour participer aux 31^e foulées de la presse de la Manche ; une course à pied sponsorisée par AREVA et EDF qui a lieu dans les rues de Cherbourg.

Ils étaient une quinzaine, parmi les 4800 participants, à arborer un t-shirt STOP EPR, avec à la clé une 2^e place sur le podium, le second en six ans. Munis de banderoles, coureurs et supporters ont ensuite lancé un débat public sur le lieu de l'arrivée. Dans la compilation officielle des photos publiées, on retrouve même un coureur du groupe (à côté d'un coureur au t-shirt AREVA). Un petit détail, qui fait toujours plaisir et permet de diffuser notre message. Mais la communication la plus efficace ce jour-là fut assurément celle réalisée auprès des coureurs, du public et des organisateurs, plutôt mal à l'aise.

Côté haut-normand, le collectif STOP-EPR 2 a aligné au départ du relais pédestre de Derchigny, près de Penly, trois équipes mixtes et de tous âges : 75 ans pour le sénior ! Au milieu d'équipes corporatives, voire sponsorisées par EDF, les coureurs militants se sont

distingués, à la fois en portant leurs t-shirts noirs et jaunes STOP EPR et, pour les juniors, en remportant la course.

Enfin, sur la mythique SaintÉLyon, sponsorisée par AREVA et reliant Saint-Étienne à Lyon, un militant a couru les 70 km avec des autocollants "Tchernobyl/ Fukushima - Ce qui devait arriver Areva" et "Areva nuit gravement à la santé des sportifs et des autres" puis a brandi un drapeau "Sortir du nucléaire" à l'arrivée.

De beaux pieds de nez à la nucléo- sponsorship, présente sur la majorité des événements sportifs et culturels dans les départements fortement nucléarisés.

IndependentWHO : vigie hebdomadaire à Paris



Depuis avril 2007, une vigie est tenue quotidiennement devant le siège de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à Genève afin de dénoncer les mensonges et dissimulations de cet organisme quant aux conséquences sanitaires des pollutions radioactives. Depuis le début de la catastrophe de Tchernobyl, l'OMS ne porte pas assistance aux victimes et voilà qu'elle abandonne également celles de Fukushima.

Les ministres de la Santé étant les représentants des pays membres de l'OMS, ils sont co-responsables des choix politiques et des actions menées en matière de radioprotection. IndependentWHO a donc lancé une nouvelle vigie, devant le ministère de la santé à Paris, qui a lieu tous les vendredis de 9h à 17h. Cette vigie parisienne vise donc à interpeler notre ministre afin qu'elle mette tout en œuvre pour que soient rendues effectives les sept demandes du collectif déjà présentées à l'OMS.

Cette vigie silencieuse et pacifique aura donc lieu tant que la France n'aura pas fait le nécessaire pour que l'OMS accomplisse sa mission de protection des populations vis-à-vis des pollutions

Prise de la Bastille d'Iode

Du 13 octobre 2012 au 9 mars 2013, Sortir du nucléaire Paris a organisé tous les deuxièmes samedis de chaque mois, la prise de la Bastille d'iode afin d'interpeler et sensibiliser la population aux dangers de l'industrie nucléaire. L'idée est de proposer un rassemblement à la fois festif et informatif, visible et attrayant, pour attirer le passant et l'inviter au dialogue en alternant prises de paroles et animations.

Sortir du nucléaire Paris compte plusieurs membres d'origine japonaise, impliqués dans le réseau international de ressortissants japonais, Yosomonet, qui apporte une impulsion supplémentaire au groupe et des informations fraîches, indépendantes, authentiques et variées sur la situation au Japon.

Le but était de sensibiliser et informer la population, afficher un soutien au peuple japonais, faire bouger l'opinion publique en faisant parler du nucléaire dans les médias. Mais aussi, faire connaître le groupe parisien, la lutte antinucléaire en général, et rencontrer de nouveaux militants pour renforcer nos troupes, provoquer le débat, autour d'un sujet auquel on préfère ne pas trop réfléchir et proposer un événement récurrent qui s'inscrive dans la durée.

Journée internationale d'actions et d'échanges pour le désarmement nucléaire

Du 22 avril au 3 mai 2013 s'est réuni à Genève, dans les locaux de l'ONU, le "Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération".

Plusieurs organisations internationales ont aussi assisté aux sessions du 22 au 29 avril. Armes Nucléaires Stop, une des associations présentes, a manifesté à Genève le mardi 23 avril pour demander l'abolition des armes nucléaires et exiger que les pays nucléaires engagent réellement le désarmement nucléaire.

Rassemblement contre la guerre pour l'uranium au Mali

Le samedi 9 février, environ 500 personnes se sont rassemblées devant le siège d'Areva à Paris pour dénoncer la guerre au Mali.

Une forte partie de la population malienne et nombre de travailleurs maliens immigrés en France ont été soulagés par l'intervention de l'armée française face à



l'oppression du fanatisme religieux au Nord-Mali. Mais cela ne doit pas empêcher d'être conscient que ce ne sont pas des raisons humanitaires qui motivent la guerre française au Mali, mais des intérêts impérialistes, dans la plus pure tradition des agissements de ce qu'on appelle "la Françafrique". Comme un aveu, cette guerre permet à la France d'envoyer des troupes militaires pour sécuriser les mines d'uranium d'Areva au Niger, distantes de quelques centaines de kilomètres seulement...

Sensibiliser aujourd'hui, pour ne pas évacuer demain...

En Drôme-Ardèche, un important travail d'information et de sensibilisation de la population concernant les risques auxquelles elle est soumise a été mis en place. Les militants, munis d'une carte représentant les zones d'exclusions et de pollution, ainsi que les Plan Particuliers d'Intervention (PPI) en cas d'accident, se sont rendus sur les marchés, en interpellant les passants avec cette question "Savez-vous ce que vous auriez à faire le jour de l'accident nucléaire ?".

En parallèle, un document est remis aux passants afin de les informer. Lorsqu'ils s'arrêtent pour observer la carte, une question à la fois si simple et si complexe leur est posée : "Savez-vous qui déciderait de ce qu'il faut faire et ce qui serait décidé ?".

Les militants souhaitent, par cette action, faire réagir les passants, qu'ils réfléchissent à leur situation, que les citoyens se réapproprient leur sécurité, leur futur, en exigeant des réponses. Des questions à poser sont soumises aux passants, pour qu'ils s'en saisissent et écrivent aux pouvoirs publics pour demander des informations. Pour le moment, tous les courriers envoyés à ces destinataires par le groupe Sortir du nucléaire 26-07 sont restés sans réponse...

Exemples des questions à poser :

- **À votre préfet ou à votre maire :** Que devriez-vous faire en cas de problème ? Qui prend les décisions, quelles seraient-elles (confinement, évacuation, durée) et comment sont-elles communiquées à la

population ? Qui distribue les pastilles d'iode ? Qui les reçoit ? Y a-t-il un plan B ?

- **Au directeur/à la directrice de l'établissement scolaire ou de la crèche de vos enfants :** Qu'est-il prévu pour vos enfants ? Le confinement ? Dans quelles conditions ? Combien de temps ? Les locaux sont-ils adaptés ou préparés ?
- **À votre médecin et aux hôpitaux :** Participerait-il aux manœuvres d'évacuation, aux soins aux personnes ? Dans les hôpitaux, y aura-t-il suffisamment de places et de personnels soignants ?
- **Aux pompiers :** Quels seraient leurs rôles ?
- **Au président de la République et aux directeurs/trices des centrales :** Qui gèrera l'accident sur place : les salariés, les sous-traitants, l'armée, des "liquidateurs" volontaires ?

L'Impossible Procès, le message antinucléaire sur scène



La pièce de théâtre L'Impossible Procès a été présentée la première fois au public à Clermont Ferrand aux journées d'étude du Réseau "Sortir du nucléaire" en novembre 2012. C'est la suite d'une solidarité militante entre le Réseau et la compagnie Brut de Béton qui avaient produit et animé Tchernobyl Now.

À chaque représentation, un public enthousiaste de militants mais aussi d'anonymes ou d'indifférents à l'extrême urgence de sortir du nucléaire, tous relayant le succès de la pièce avec des critiques élogieuses des professionnels du théâtre.

La tournée a été accompagnée d'une exposition d'affiches relatant les actions juridiques du Réseau "Sortir du nucléaire". Après chaque spectacle, des débats ont mis en scène, à la barre, des témoins relatant les actions, les difficultés et les grands moments des luttes locales.

On y a découvert ou redécouvert les enjeux du nucléaire, avec les intérêts économiques de monopole d’État et leurs relais politiques locaux ou nationaux. Nos amis japonais ont décrit le caractère mythique presque sacré du pouvoir nucléocrate, gestionnaire machiste d’une société criminelle : “le nucléaire est une source d’énergie qui prévoit le sacrifice des plus faibles...”, repris en écho dans le témoignage de nos amis australiens pleurant d’avoir fourni l’uranium de Fukushima. Et partout les témoignages d’une France défigurée et polluée irréversiblement, témoignages de militants parfois découragés mais que cette représentation festive a rassemblés. On a retrouvé avec plaisir des groupes qui s’étaient éloignés du Réseau, heureux de coopérer et d’aider au succès de la diffusion de la pièce.

Enfin, l’Impossible Procès, une pièce militante, un outil pédagogique, une occasion de rassembler les acteurs de la lutte antinucléaire et d’offrir la possibilité d’une vraie prise de conscience à des citoyens, avant qu’il ne soit trop tard. La tournée a eu lieu du 20 avril 2013 au 9 septembre 2013 à travers toute la France.

Un PPI (Plan Particulièrement Illusoire) à Toulon

Les 28 février et 1er mars avait lieu à Toulon le PPI, Plan Particulier d’Intervention. Des réacteurs nucléaires étant présents sur l’arsenal de Toulon, en centre-ville, cet exercice est obligatoire.

À l’appel du Collectif Varois “Sortir du nucléaire”, des citoyens sont venus se promener sur le quartier du port marchand, pour voir à quoi ressemblerait Toulon en cas d’accident nucléaire.

Après cette balade instructive en zone contaminée, les militants ont quitté le quartier et croisé les policiers dans leur combinaison blanche, légèrement déchirée. Il faudra revoir la qualité si nous voulons garder des policiers vaillants en cas de crise ! Les forces de l’ordre étaient apparemment détendues et parlaient de la journée avec humour, n’étant pas dupe quant à son utilité. Heureusement, l’exercice avait lieu pendant les vacances scolaires : une chose de moins à gérer !

Ce PPI rappelle que le risque nucléaire est bien présent à Toulon avec des sous-marins propulsés par des réacteurs de 48 MW, soit 20 fois moins puissants que les réacteurs de nos centrales (environ 1000 MW) ou de Tchernobyl et Fukushima. Mais les conséquences d’un accident nucléaire à Toulon dépasseront sûrement les frontières du port marchand et de Toulon.

Un torii devant la centrale de Chinon

Le lundi 11 mars, le groupe local Sortir du nucléaire Touraine a commémoré la catastrophe de Fukushima



devant la centrale de Chinon. En mémoire des innocentes victimes de l’atome, un torii (portail traditionnel japonais) fut érigé devant l’entrée de la centrale. Le torii a été démonté au bout de deux heures, laissant le site propre, pas un déchet : l’industrie de la mort pourrait en prendre de la graine !

Autoroute A7 : “Bienvenue à Nuclear’land”

Régulièrement une banderole “BIENVENUE À NUCLEAR’LAND” est présentée aux automobilistes qui descendent la vallée du Rhône, depuis un pont de l’autoroute A7.

Organisée par des militants de Sortir du nucléaire 26-07 Valence, cette action a lieu en période de vacances scolaires et le samedi matin, alors que le trafic dépasse les 5000 voitures à l’heure. Visibilité assurée !

Perturbations à la SFEN

Le 3 avril 2013 à la salle Wagram à Paris, le collectif des Désobéissants a perturbé la conférence annuelle de la Société Française d’Énergie Nucléaire (SFEN), en présence du PDG d’AREVA, Luc Oursel. La ministre de l’Écologie, Delphine Batho était également attendue, mais elle a annulé son intervention au dernier moment, en ayant appris la présence des militants antinucléaires. Les militants des Désobéissants dénonçaient la mascarade que constitue le “débat sur la transition énergétique”, sans réduction du nombre de réacteurs nucléaires dans notre pays, alors même que l’EPR de Flamanville est en construction. Cette convention de la SFEN faisait partie intégrante du débat sur la transition énergétique organisé par le gouvernement, ce qui montre le cynisme total des partisans du tout nucléaire. Ce pseudo-débat n’évoque même pas la question des économies d’énergie, source prioritaire de changement pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Assemblée générale d'Abolition 2000

Du 17 au 19 avril s'est tenue à Édimbourg, sur l'invitation du Parlement écossais, l'assemblée générale annuelle d'Abolition 2000. L'Écosse demande au gouvernement britannique que la base des sous-marins nucléaires de Faslane soit transférée hors du pays. Cette revendication est de plus en plus forte, compte tenu que les Écossais, qui voteront en 2014 pour une plus grande indépendance de leurs pays, souhaitent déclarer à cette occasion le pays "zone sans armes nucléaires".

Ce fut également l'occasion d'une nouvelle déclaration d'Abolition 2000 demandant l'interdiction mondiale de l'extraction de l'uranium. Une délégation des Avasupais, peuple vivant près du Grand Canyon en Arizona et menacé par de sinistres projets miniers (y compris AREVA) était également présente.

À Tours, hommage aux travailleurs victimes du nucléaire



Malgré la pluie incessante du 1er mai, des militants se sont retrouvés dans le centre-ville de Tours, dans le but de rencontrer des syndicalistes - notamment CGT - lors de la traditionnelle "Fête du travail" afin de leur montrer leur solidarité vis-à-vis des travailleurs du nucléaire qui bien souvent meurent empoisonnés par leur outil de travail. Les militants étaient munis, à cette fin, d'un article de presse consacré aux obsèques de Christian Verronneau, sous-traitant du nucléaire mort des suites d'un cancer, et dont la maladie a été reconnue comme maladie professionnelle par la caisse primaire d'assurance maladie grâce au soutien du Réseau "Sortir du nucléaire".

Après Stop Fessenheim et Stop Bugey... Stop Tricastin !

À l'initiative de Sortir du nucléaire Drôme Ardèche, Greenpeace, les Comités Antinucléaires (CAN) Bouche du Rhône (13) et Vaucluse (84), Avenir à Avignon, les

Amis de la Terre, des militant-e-s du Gard, des élus locaux, etc. vient de se créer le collectif Stop Tricastin. Ce collectif est un collectif indépendant du Réseau "Sortir du nucléaire", mais de nombreux groupes membres participent à la dynamique.

Chacune des organisations a adopté la charte du collectif pour une fermeture immédiate du site et une lettre d'information trimestrielle a été mise en place, dont la première a été tirée à 25 000 exemplaires, et distribuée à la population, aux élus et aux médias.

Le collectif Stop Tricastin a été officialisé le 26 avril dernier, date anniversaire de Tchernobyl, par l'occupation pacifique de la mairie de Montélimar et l'interpellation du député-maire UDI Franck Reyniers, connu pour ses positions pro-nucléaire et pour être avare d'informations sur la gestion d'un accident nucléaire.

En début d'après-midi, les membres du collectif ont rejoint au Tricastin l'arrivée de la "Marche pour la Vie" initiée par le CAN 84. Plus de 200 personnes ont participé à cet événement qui avait démarré le 15 avril de Cadarache, un autre des sites dans la mire du collectif.

L'émission Atomic-Mac sur Radio Méga (99.2)

Il s'agit d'une émission coordonnée par Sortir du nucléaire 26-07 sur la fréquence de Radio Méga à Valence (26). Elle est diffusée le premier lundi de chaque mois de 12h15 à 13h depuis le 1er juillet 2012. Un groupe d'une dizaine de militant-e-s participe à la rédaction des billets, aux interviews et à la technique.

Elle permet aux militants d'écrire des articles et d'organiser des rencontres avec des acteurs de la lutte antinucléaire (R. Granvaud pour son livre sur Areva en Afrique, R. Desbordes et B. Chareyron de la CRIIRAD, D. Lalanne de Armes nucléaires STOP, P. Guiter de SUD-Rail, L. Hameaux du Réseau "Sortir du nucléaire", F. Marillier de Enercoop, J. Peyret pour son livre sur le mouvement antinucléaire, le groupe Réaction en chaîne humaine avec C. Hasse, et P. Billard pour la sous-traitance).

Non à ICEDA !

SDN Bugey a organisé une action symbolique à l'occasion du dépôt du document de l'association contre la reprise du chantier de l'ICEDA, le mercredi 26 juin.

Ils ont donc rencontré les commissaires enquêteurs devant un film très pédagogique en boucle sur le fonctionnement parfait de cette future installation miracle. La petite anecdote aussi amusante que triste et effrayante : les 2 commissaires n'étaient absolument pas au courant de l'incendie intervenu à la centrale le lundi précédent...

Asako House : nos cartes postales empêchent la construction d'une centrale !

De nombreux groupes et militants du Réseau ont participé à l'initiative Asako House, dont le principe est de mettre des bâtons dans les roues de la construction d'une centrale au Japon, en envoyant simplement une lettre à une maison de famille inoccupée. Les deux femmes propriétaires ne se laissent pas corrompre et résistent face au constructeur qui veut faire fermer leur route d'accès en démontrant qu'elle n'est plus empruntée. Si le facteur continue de passer tous les jours, cette démonstration tombe à l'eau !

La parcelle où se trouve la maison d'Asako se situe en plein milieu d'une large zone achetée par la compagnie nucléaire Dengen Kaihatsu, à seulement 250 mètres du réacteur de la centrale. Elle est une épine dans le pied de l'industrie qui souhaite développer son activité. Les travaux de la centrale nucléaire arrêtés au 11 mars 2011 ont repris l'an passé avec la permission du Gouvernement.

La maison, une cabane en bois, n'a pas l'eau courante et n'est pas reliée au réseau d'électricité. Il y a une production d'énergie éolienne et des panneaux solaires. Le projet "Asako House" est de devenir un lieu pédagogique de découverte d'une vie sans électricité, où il serait possible d'apprécier l'autosuffisance en s'occupant du potager et des animaux.

Actions contre la Société Générale

Du 24 au 30 juin, les Amis de la Terre, Attac et le Réseau "Sortir du nucléaire" se sont mobilisés en France et en Europe pour dénoncer la participation de la Société générale au projet nucléaire de Kaliningrad. Des actions - tractage et interpellation devant plusieurs agences, placardage des vitrines, émission de radio, etc. - ont été organisées dans 11 villes françaises, 4 villes russes et 1 ville polonaise.

La Société générale a réaffirmé qu'elle prendrait sa décision finale de financer ou non - et si oui selon quelles conditions - l'export de turbines Alstom sur la base des résultats d'une étude d'un cabinet de consultants mandaté par l'ensemble des créanciers. L'absence d'informations précises sur l'identité de ce cabinet et l'annonce dès à présent de la non-diffusion de cette étude confirme l'opacité totale de ce dossier... à suivre de près !

Tour de Fessenheim

Pour la seconde année consécutive, du 29 au 30 juin, une cinquantaine de cyclistes français et allemands a participé à une action de "pédagogie positive" au départ de Mulhouse. Du théâtre, des apéritifs sans alcool, de la

musique, de l'information constituèrent le programme de ce Tour de Fessenheim qui se termina dans une ferme bio à Feldkirch pour une fête paysanne. Loin de l'ambiance conflictuelle avec les pro-nucléaires de la région qui se battent contre la fermeture de la centrale.

On se défoule à Chinon !

Des membres du groupe local Sortir du nucléaire Touraine ont participé à un concours organisé par le service communication de la centrale de Chinon. Il s'agissait d'envoyer une photo sur le thème de la Loire et son patrimoine... Un peu énervés par ce concours, nous avons décidé d'en détourner l'esprit, en envoyant des photos, qui, si elles ne seront pas sélectionnées (et pour cause !), auront au moins eu le mérite de nous soulager... et peut-être d'énervier les communicants ?

Die-in au Festival d'Avignon

En plein Festival d'Avignon, alors que la fête battait son plein dans une atmosphère d'insouciance, des citoyens ont braqué les projecteurs sur la réalité du nucléaire. Le 15 juillet à midi le collectif Stop-Tricastin était présent sur la place du Palais des Papes à Avignon lors d'un "die-in" de dénonciation publique du crime nucléaire et pour exiger l'arrêt immédiat du nucléaire, sans condition et définitivement.

Panique dans le cortège !

Afin de se rendre compte de ce que représente une évacuation, les associations antinucléaires d'Alsace et du Bade-Württemberg (Allemagne) ont organisé une simulation grandeur nature d'une évacuation de la population suite à une hypothétique catastrophe dans la centrale nucléaire de Fessenheim.

Le 14 juillet en migrant sur Heitersheim (Allemagne) les évacués ne connurent que panique, bouchons, décontamination, etc... Le cortège a mis près de trois heures pour parcourir neuf kilomètres. Heureusement le nuage radioactif de Fessenheim les a attendus à la frontière où il a l'habitude de s'arrêter !

La seule protection efficace pour la population, c'est l'arrêt immédiat et définitif des deux réacteurs de la plus vieille centrale de France. Pourtant, ignorant les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, la centrale nucléaire de Fessenheim reste en activité. Rien ne démontre que la promesse de fermeture pour 2016 du gouvernement français sera tenue, bien au contraire, EDF engage même des travaux qui ne se justifient que si l'activité se poursuit au-delà de 2016.

Les enfants de Tchernobyl et Fukushima

Cet été de nombreuses familles ont accueilli des enfants contaminés venant des zones radioactives de Tchernobyl et Fukushima. Ainsi l'association " Les Enfants de Tchernobyl " a organisé en juillet et août 2013 l'accueil, dans 6 départements de l'est de la France (67, 68, 90, 25, 70, 88), des séjours de 3 semaines d'enfants ukrainiens et russes.

En août, c'est dans le Vaucluse que cinq enfants victimes de la catastrophe de Fukushima passèrent plusieurs jours de répit et des soirées d'échanges. Pour ces enfants, un séjour en France est synonyme de vacances loin des radionucléides, permettant à leur organisme d'en évacuer une partie. L'année prochaine les deux structures renouvelleront l'opération.

3 - 2 | Actions nationales

Chaîne humaine du 9 mars 2013 à Paris "Pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire"

Des chaîne humaine locales avant le jour J

Comme en 2012 dans la vallée du Rhône, le Réseau "Sortir du nucléaire" a souhaité mettre en place une chaîne humaine, à Paris cette fois-ci, pour commémorer la catastrophe de Fukushima et alerter les citoyens sur les dangers permanents du nucléaire. Dans les semaines qui ont précédé la grande chaîne humaine à Paris, de nombreux groupes ont organisé des chaînes humaines locales et de nombreux autres événements dans le but de mobiliser le plus largement possible. À Rouen, le 15 décembre, plus de soixante personnes se sont retrouvées pour une farandole autour du palais de justice.

Le 9 février, ce fut une journée de mobilisation nationale avec plusieurs chaînes qui ont traversé les rues de Grenoble (38), Rouen (76), Nîmes (30), Aubagne (13), Amiens (80), etc. Puis pendant tout le mois de février et début mars s'enchaînèrent des flashmob comme à St-Malo (35), des soirées de présentation de la chaîne à Melun (77), un festi-chaîne à La Voulte sur Rhône (07), une projection/débat à Paris (75), etc.



Cette dynamique nationale reflète la volonté de plus en plus de personnes de sortir du nucléaire et l'implication de tout un chacun a contribué à la réussite de la chaîne du 9 mars à Paris.

Notre présence sur le terrain est un gage de visibilité et de diffusion de l'information.

Chaîne humaine : encerclement des lieux de pouvoir réussi !

Le samedi 9 mars 2013, nous étions plus de 20 000 personnes, venu-e-s de partout en France, de Fessenheim à Plogoff, de Nogent-sur-Seine à Bure et même de l'étranger, à former une chaîne jaune soleil d'un bout à l'autre de Paris, de Bercy à la Défense. Cette mobilisation a permis d'avoir de forts échos auprès des médias nationaux, malgré le fait que l'action n'ait pas permis de réunir autant de participants que l'année précédente.

Cette année, le Réseau a fait le choix de ne pas réitérer une troisième année de suite cette action et de privilégier des actions plus locales, entre les commémorations des catastrophes de Fukushima et de Tchernobyl en 2014.



Du 26 au 28 avril, des groupes mobilisés pour le Chernobyl Day

Les 26-27-28 avril derniers, en France comme dans de nombreux autres pays, des milliers d'anti-nucléaires ont commémoré la catastrophe de Tchernobyl.

Chaque groupe mobilisé dans le Réseau a mis en œuvre l'action qui lui semblait la plus pertinente pour diffuser son message et toucher la population locale. D'une chaîne humaine à une occupation de mairie, les temps forts furent nombreux et donnèrent maintes occasions de dénoncer les risques du nucléaire.

Pour un grand nombre de militants ce fut aussi l'occasion de pointer du doigt les sites atomiques proches de chez eux et de participer au lancement de la campagne "De la mine aux déchets : tous concernés".

À Montélimar, cœur de la zone la plus nucléarisée d'Europe, le collectif Stop Tricastin a occupé la mairie de Franck Reynier, grand promoteur local de l'énergie nucléaire. Cette occupation par les militants locaux et des Désobéissants régionaux a duré un peu plus d'une heure, en conclusion de laquelle des membres du collectif reçurent la promesse d'une rencontre pour débattre des différentes positions et soumettre leur demande de fermeture immédiate du site du Tricastin, afin d'éviter toute nouvelle catastrophe humaine et environnementale.

Des centaines de milliers de liquidateurs furent sacrifiés pour éteindre l'incendie du réacteur à Tchernobyl, permettant ainsi d'éviter un désastre total à l'échelle du continent. Pour ne pas les oublier, l'association "Serènes Sereines", active en Aveyron, a organisé un temps de recueillement autour d'une stèle que les militants avaient pour l'occasion installée dans les jardins de la mairie. Alors qu'en baie de Somme certains protestaient en marchant au bord des plages normandes, 150 personnes se sont rejointes pour une chaîne humaine à La Ciotat (Var) et à Chorges (Hautes-Alpes) le long de la nationale 94. En musique, ils ont déambulé en scandant "Non au nucléaire, plus jamais ça !".



C'est totalement en accord avec ce slogan que le collectif Coquelipau (Pau, 64) a dénoncé que "27 ans après la catastrophe de Tchernobyl et deux ans après celle de Fukushima le nucléaire tue toujours comme l'omerta qui entoure les victimes du nucléaire". Insistant sur l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA pour tout sujet traitant du nucléaire, les militants demandaient entre autres l'arrêt de la construction du réacteur EPR à Flamanville et le désarmement nucléaire.

Plus au nord, à Melun (77) le CIREN a défilé de la Préfecture jusqu'au marché du samedi matin pour exiger la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim et l'arrêt des travaux de Flamanville. Le CIREN a interpellé la préfète de Seine-et-Marne pour lui demander les mesures prévues pour l'évacuation des populations du département en cas de catastrophe sur la centrale de Nogent-sur-Seine, située à quelques kilomètres.

Un peu plus au nord de la Seine-et-Marne, une action a été menée pour dénoncer les transports de déchets et le passage de trains radioactifs sans qu'aucune information au public et aux cheminots ne soit faite en amont par la Préfecture.

En organisant des dizaines d'actions de sensibilisation et de commémoration en hommage aux victimes de Tchernobyl, de nombreux groupes ont ainsi participé au lancement de la campagne "De la mine aux déchets : tous concernés", afin d'informer la population des risques quotidiens que nous encourons avec la filière nucléaire, de A à Z !

Lutte à Bure - rétrospective d'une année victorieuse

Mobilise-toi en Meuse, si tu veux pas qu'ça creuse ! Ils l'ont fait et la lutte ne fait que (re)commencer...

Le 15 mai dernier, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lançait le "débat public" sur le projet Cigéo. Imposé par la loi, celui-ci devait se dérouler de mai à octobre. Parmi les collectifs et associations membres de la fédération certains ont décidé de contribuer au "débat" en présentant des cahiers d'acteurs. Fin 2012, six associations meusiennes décident de boycotter de façon "active" ce faux débat public sur l'enfouissement. Une quarantaine d'organisations rallient leur appel à soutien. Le Conseil d'administration du Réseau décide de soutenir cet appel à boycott. Tout au long de l'année, le Réseau a apporté un soutien à la lutte à Bure et diffusant les informations relatives au boycott. En parallèle, et conformément à la décision de l'AG de 2012, l'association a également soutenu les collectifs en finançant l'impression de la brochure BURE-STOP (voir revue et publications).

Cigéo/Bure, ton débat a pris l'eau !

La première réunion publique à Bure, le 23 mai, rassemble plus de 200 personnes qui manifestent devant et dans la salle. La Commission Nationale du Débat Public stoppe celle-ci au bout de 20 minutes, au vu de la détermination des opposants. Les réunions suivantes prévues à Saint-Dizier et Joinville sont annulées dans la foulée face à l'ampleur de la mobilisation...

Pour celle de Bar-le-Duc le 13 juin, 400 personnes sont présentes et empêchent la tenue du "débat", juste de façon bruyante. Suite à ce nouvel échec, celle de Nancy, le 20 juin, est annulée mais un rassemblement citoyen est malgré tout maintenu devant le Palais des congrès. Les neuf autres réunions suivantes sont annulées. Résultat, fin juillet, aucun débat public n'a pu se tenir, un beau pavé dans la mare des pro-enfouisseurs à Bure ! La CNDP, désorientée, tente de réunir tous les acteurs potentiels. Tous y vont, sauf... les principaux concernés, les opposants qui déclinent l'invitation.

La CNDP ne sait plus que faire... pour sauver son débat

M. Bernet, le président de la Commission et ses amis sont obligés de trouver autre chose. Finies les grandes réunions publiques annoncées clairement à l'avance, bonjour le nouveau concept des réunions publiques "secrètes" ! Mais c'est compliqué de garder le secret... Ces réunions discrètes, dont plusieurs dizaines sont prévues d'ici fin 2013, doivent avoir lieu près de Bure et la population de la zone concernée sera avertie directement sans passer par les médias ou internet. La première s'est tenue le 8 juillet à Rachecourt (52), annoncée à la dernière minute, si bien qu'il n'y avait que des opposants et aucun participant ! Le 18 juillet, à Bonnet (55), nouvelle tentative avortée, plus agitée car certains habitants souhaitaient réellement rentrer dans la salle, malgré le blocage organisé aux portes. La première réunion annoncée tout début septembre à Beaugency (45) est annulée et point de nouvelles des suivantes !

Pour tenter de sauver son débat, la CNDP organise à présent une dizaine de "débats contradictoires interactifs" sur internet. Une "conférence de citoyens" est également mise en œuvre. "Cette formule de démocratie participative consiste à former au sujet traité un panel de citoyens représentatifs de la diversité des populations des deux départements et de les inviter à formuler un avis éclairé sur le projet."

Bizarre, aucun opposant n'a été sélectionné pour faire partie de ce panel de citoyens... Le "débat", lui, est prolongé jusqu'au 15 décembre 2013.

La lutte continue !

Depuis, les collectifs locaux se réunissent régulièrement et préparent la suite. De nombreuses actions seront organisées en 2014. Affaire à suivre...

500 km à pied pour un monde sans nucléaire



Dans la continuité de nos échanges militants avec les antinucléaires australiens de Footprints for Peace, une marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire se déroulait à nouveau cet été. Parti-e-s le 1er juillet de Sigeon, près de l'usine Comurhex qui est la porte d'entrée de l'uranium en France, les marcheurs ont remonté la très nucléarisée vallée du Rhône jusqu'à la centrale du Bugey (01), près de Lyon. Au fil de ces presque 500 km, plus de 150 personnes les ont accompagné-e-s, sans compter les centaines de sympathisant-e-s qui ont accueilli-e-s les marcheurs, soir après soir.

Chaque traversée de village a constitué une occasion de nombreux échanges avec les habitant-e-s ; rien de tel que des contacts humains directs autour d'une action positive pour sensibiliser nos concitoyen-ne-s sur la sortie du nucléaire.

De même que les nombreuses actions devant les installations et les centrales nucléaires du parcours ont permis de dévoiler différents scandales et recours juridiques déposés par le Réseau. Les retours médiatiques ont été très nombreux, au niveau local, mais aussi au niveau national, ce qui a permis de rendre cette marche très visible !



Les invités venus de divers pays ont pu mieux cerner la filière nucléaire ; ils sont repartis abasourdis par le gigantisme de cette industrie mortifère. Peu d'entre eux avaient approché d'aussi près des réacteurs et aucun ne pouvait imaginer la place que le lobby occupe en France. Les représentantes aborigènes ont pu nous informer sur les conditions de vie de leurs communautés et sur les méfaits d'entreprises minières comme Toro et BHP Billiton, qui exploitent l'uranium australien.

Cent jeûneurs pour le désarmement nucléaire !



Organisé par la Maison de Vigilance, Armes nucléaires STOP et le Réseau "Sortir du nucléaire", le jeûne-action a commencé le 6 août au matin, avec la cérémonie de commémoration du bombardement d'Hiroshima. Avec des artistes japonais venus pour exprimer le drame du crime contre l'Humanité par leur trompette et leurs divers instruments. Un moment fort de recueillement et de dénonciation des 2083 essais nucléaires qui ont

fait d'autres nombreuses victimes. La France, avec 210 essais n'a pas été en reste ! Sahara pollué, Polynésie polluée, de nombreux décès dus à la radioactivité... Et la France n'accepte toujours pas d'indemniser les victimes...

Les journées de jeûne ont été ponctuées d'action symbolique sous la Tour Eiffel et de distribution de tracts en 10 langues différentes. Un rituel qui dure depuis sept ans au Mur pour la Paix. Un die-in a aussi été organisé, où les militant-e-s se sont fait photographier sous toutes les coutures par les centaines de touristes présents sous la Tour Eiffel !

Deux moments ont été un peu plus "chauds"... Ce furent les demandes de rendez-vous au Parti socialiste et au Ministère de la santé, décidés par les jeûneurs. Au Parti socialiste, rue Solférino, ils avaient obtenu une promesse d'entrevue l'année dernière, mais elle n'avait pas abouti depuis un an. D'où la volonté des militant-e-s d'aller demander des explications. Ce ne sont pas les explications qui sont arrivées mais des CRS. Parler de désarmement nucléaire, c'est un sujet qui fâche !

La seconde demande d'entrevue a été plus positive. Au ministère de la Santé, ils sont allés demander ce qui était prévu en cas de frappe nucléaire sur une ville : 20 000 bombes sont en service, 2000 en état d'alerte, dont 96 françaises. Une erreur peut arriver comme le montre les archives récemment déclassifiées. Réponse du ministère : "rien n'est prévu". L'entrevue accordée aux militant-e-s s'est fait sous la bonne garde de CRS...

Ce furent quatre jours de jeûne... à l'eau. Les médias se sont déplacés pour la première fois et la mairie de Paris-2^e, solidaire de l'action, offrait le logement et le repas de rupture de jeûne.

3 - 3 | Point sur les groupes

Cette année, un important travail a été mis en œuvre par le comité "suivi des groupes", composé d'administrateurs, de bénévoles et de salariés, pour recontacter d'anciens groupes du Réseau "Sortir du nucléaire", qui n'avaient pas réadhéré depuis plusieurs années. C'est la première fois que le Réseau met en place un tel travail. Ainsi, une petite trentaine d'anciens groupes nous ont explicité les motifs du non-renouvellement de leur adhésion et il s'est avéré que dans la grande majorité des cas, les groupes n'ayant pas adhéré au Réseau "Sortir du nucléaire" depuis longtemps avaient été dissous.

Parmi eux, seuls deux groupes nous ont clairement spécifié qu'ils n'avaient pas souhaité réadhérer au réseau pour des raisons politiques.

En 2013, le Réseau "Sortir du nucléaire" compte 13 nouveaux groupes n'ayant jamais adhéré auparavant, dont quatre étaient d'ores et déjà signataires de la Charte mais n'avaient encore jamais adhéré. Parmi ces derniers, on retrouve des groupes spécifiquement antinucléaires, tels "Stop Nucléaire 28", le collectif "Sortir du Nucléaire Aubagne-La Ciotat", "Sortir du nucléaire 17 Rochefort", le collectif "Sortir du nucléaire

Varois", "l'Association des jeûneurs pour la fermeture de la centrale de Fessenheim" et "Sortir du nucléaire Berry-Puisaye". On compte aussi des partis politiques comme "Europe Écologie-Les Verts Lorraine" et le "Parti de Gauche 72", et enfin des associations environnementales, "WWF Genève", "la Société alpine de protection de la Nature", "Forez bio", "La Mandragore" et le syndicat "Sud Rail Bordeaux".

Nous leur souhaitons la bienvenue !

En outre, si le Réseau "Sortir du nucléaire" a connu une baisse du nombre de ses groupes membres, c'est principalement dû au fait que les groupes n'ont pas spécifié leur changement d'adresse auprès du secrétariat, et qu'ils n'ont donc pas pu recevoir nos courriers. Cela concerne 37 groupes depuis le 1^{er} janvier 2010, classés dans la catégorie "n'habite pas à l'adresse indiquée". Le Réseau "Sortir du nucléaire" compte donc à ce jour 934 groupes membres.

3 - 4 | *Des réunions de coordination entre les groupes et la fédération*

Cette année plusieurs réunions ont eu lieu entre les groupes et l'équipe CA-salariés, afin de se concerter et de réfléchir à la stratégie de la structure et de proposer des actions communes.

Des réunions téléphoniques inter-régionales

Lors de la rentrée de septembre, des administrateurs bénévoles et des salariés du Réseau "Sortir du nucléaire", sur proposition du conseil d'administration, ont souhaité prendre le temps de discuter directement avec les groupes signataires de la charte du Réseau, lors de réunions téléphoniques inter-régionales. Celles-ci se sont tenues les 17, 19, 24 et 26 septembre et ont été programmées suivant un découpage en 4 grandes régions (Est, Ouest, Sud Ouest, Sud Est). Afin de laisser la parole la plus libre possible, aucun ordre du jour n'a préalablement été défini et il a été proposé aux participants de proposer eux-même les points qu'ils souhaitaient porter en discussion. Globalement ces réunions ont été positives et constructives, à l'exception de celle du sud-est qui a malheureusement été perturbée. Elles ont permis de faire le point sur l'actualité des luttes locales et les projets des groupes, sur la campagne nationale en cours "Nucléaire : de la mine aux déchets, tou-t-e-s concerné-e-s" et la manière dont les groupes pouvaient s'en emparer et la décliner localement (anciennes mines, installations de transformations, déchets, transports, installations et transports militaires) et de dégager des idées d'actions communes locales ou inter-régionales. L'organisation d'une manifestation autour de Chinon au printemps a par exemple été décidée lors de la réunion ouest. De l'avis de nombreux participants, ce type de réunions est à reproduire, car elle permet de créer du lien quand des rencontres physiques ne sont pas toujours possibles.



Une rencontre de réflexion stratégique

Initialement, le conseil d'administration avait proposé un processus de construction de la stratégie en deux temps et programmé deux réunions, la première début juillet, la seconde à la rentrée. Faute de participant, la première a été annulée. Le 21 septembre, une trentaine de représentants des groupes membres du Réseau, ainsi que des administrateurs et salariés se sont donc retrouvés à Paris pour une rencontre de réflexion stratégique. Après un premier tour de table de présentation, les participants ont construit et validé de manière commune le déroulé de la journée. Le matin a été consacré à des discussions sur l'actualité du réseau et les échéances politiques à venir. Des propositions et idées d'actions ont ainsi été dégagées pour la mise en œuvre par les groupes de la campagne nationale "Nucléaire : de la mine aux déchets, tou-t-e-s concerné-e-s", ainsi que pour les mobilisations qui s'organisent pour le printemps 2014. L'après-midi a, quant à lui, été consacré à la préparation de l'AG 2014. Après un brainstorming sur les priorités pour l'année à venir, les participants se sont répartis en groupes de travail et ont planché sur des propositions de motions et campagnes pour l'AG 2014. La journée s'est terminée par une mise en

commun des ateliers et les groupes se sont répartis le travail de rédaction des textes. Un suivi de cette rédaction a ensuite été assurée, afin de s'assurer que les textes seraient reçus en temps et en heures pour

être présentés à l'AG. Pour l'année prochaine, une réflexion sera engagée pour améliorer ce processus de construction de la stratégie au sein de la fédération.

4 - Motions et campagnes adoptées en 2012 et 2013

4 - 1 | Motions et campagnes adoptées lors de l'AG 2012



Campagne " Nucléaire : de la mine aux déchets, tou-te-s concerné-es "

Le jeudi 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" a lancé une nouvelle campagne nationale "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés", après plus de 6 mois de préparation par l'équipe, en lien étroit avec plusieurs groupes et militants concernés par la chaîne du combustible nucléaire. Celle-ci est programmée jusqu'au mois de juin 2014. Une motion pour la prolonger est présentée par Sortir du nucléaire 26/07, 34 et 01 lors de cette AG 2014.

Pourquoi cette campagne ?

L'uranium est la pierre angulaire du système nucléaire. Derrière ce minerai se cache une industrie sale, polluante et non maîtrisée de la mine jusqu'aux déchets. Extraction, transformation, enrichissement, combustion, retraitement, utilisation militaire... chaque étape de la chaîne du combustible engendre des pollutions radioactives, génère tous les jours des

transports dangereux, expose les populations à des risques majeurs et produit des déchets qui resteront radioactifs et nocifs pendant des milliers d'années.

Nous sommes bien loin du cycle vertueux continuellement présenté par l'industrie nucléaire, mais évidemment celle-ci fait tout pour cacher que même dans son fonctionnement quotidien et routinier l'industrie nucléaire nous empoisonne.

Informers, dénoncer, mobiliser et s'opposer voilà les maîtres mots de cette campagne.

Un lancement sous le signe de la mobilisation

Le week-end d'actions du Chernobyl-Day fut l'occasion pour de nombreux groupes de s'emparer du mot d'ordre lancé par l'association : "Ensemble, barrons la route à l'uranium" et de lever le voile sur la route secrète de

l'uranium. Voici quelques exemples d'actions qui ont été mises en place par les groupes et collectifs membres de la fédération.

Sur la route de l'UF4 à l'UF6.



Chaque jour, 60 tonnes d'uranium quittent la Comurhex Malvézi, près de Narbonne pour rejoindre la Comurhex Pierrelatte sur le site du Tricastin, dans la Drôme. Pour dénoncer le risque que font peser ces deux installations sur le Languedoc-Roussillon, ainsi que les transports d'UF4 qui empruntent chaque jour l'autoroute A9, les militants de Sortir du nucléaire 11 et Sortir du nucléaire 34 se sont mobilisés. À Narbonne, ils étaient une quinzaine à se relayer, malgré le vent, le froid et l'humidité, à la barrière de péage Croix-Sud, afin de faire découvrir aux automobilistes que l'Aude est la porte d'entrée du nucléaire français. À Montpellier, c'est au milieu de milliers de supporters de rugby, que les militants se sont retrouvés pour distribuer des tracts, armés de banderoles "Barrons la route à l'uranium" et panneaux informant les passants sur les installations nucléaires proches de Montpellier et les transports qui longent chaque jour l'agglomération.

Sur la route de l'UF6 et de l'uranium enrichi.

Sortir du nucléaire 26/07, dans le cadre du collectif STOP-Tricastin a initié l'occupation de la mairie de Montélimar, commune située à proximité du site du Tricastin et concernée par le risque des usines Comurhex Pierrelatte et Georges Besse. Des convois d'UF4 arrivent quotidiennement sur le site et des transports d'uranium enrichi en sortent régulièrement, au mépris des populations.

Sur la route des centrales.

Le collectif "Stop transports – Halte au nucléaire" a quant à lui bloqué la circulation dans le centre-ville de Strasbourg. Les militants y ont déployé une banderole



exigeant l'arrêt "définitif, maintenant" de la centrale de Fessenheim. Au mégaphone, ils se sont expliqués auprès des automobilistes immobilisés : "Si jamais il y avait un accident à Fessenheim, vous ne seriez pas bloqués quelques minutes, mais indéfiniment ! Jamais vous ne pourriez rentrer chez vous. Ce serait définitif."

Sur la route des déchets



À Amiens et Paris, c'est contre les convois de déchets que les militants se sont rassemblés. Sortir du nucléaire Paris, accompagné de militants de Greenpeace et des Colibris, a interpellé le public parisien et les voyageurs en transit sur les dangers de l'industrie nucléaire et sur les nombreux transports de déchets qui traversent chaque semaine l'Île de France en secret.

Des mobilisations et actions de terrain – Ensemble, barrons la route à l'uranium !

Depuis le mois d'avril, de nombreux groupes se mobilisent dans la cadre de cette campagne et organisent des veilles sur les transports et des actions de mobilisation, de blocage, de tractage... *(pour plus d'infos, voir plus bas)*

Des outils de communication et d'information et du matériel militant

Le jour du lancement de la campagne, l'association a mis en ligne un **site dédié**, réalisé par une web-designer freelance et par l'équipe web. Celui-ci est alimenté régulièrement depuis le mois d'avril.

Une **vidéo d'animation** pour comprendre, en 3 minutes, les dessous de la chaîne du combustible et de la route de l'uranium et donner envie d'agir a également été diffusée. Visionnée environ 20000 fois, cette vidéo a été réalisée par Wasaru, un réalisateur indépendant et par les référents CA-salarié du comité campagne.

Celle-ci a été sélectionnée dans la catégorie "commande" au festival national du film d'animation, qui se tient en décembre à Rennes.

Une **infographie**, revenant étape par étape, sur la chaîne du combustible et montrant en quoi nous sommes toutes et tous concerné-es par les méfaits de l'industrie de l'uranium est également en cours de diffusion. Chaque mois, un épisode fait le focus sur aspect de la chaîne du combustible nucléaire et invite le public à agir.

Des **tracts** spécifiques à une région ou à une thématique (Languedoc - Roussillon, Rhône - Alpes, Transports, déchets, usages militaires de l'uranium) ont été rédigés en lien avec les groupes concernés. Ils sont disponibles gratuitement sur la boutique en ligne pour permettre aux groupes et militants de diffuser au maximum l'information.

Des cyber-actions et cyber-mobilisations



Nous mettons également en place des cyber-actions et cyber-mobilisations, afin de permettre aux sympathisants du Réseau de se mobiliser sur le web.

Pour contrer les projets miniers d'**Areva au Nunavut**, nous avons par exemple lancé une pétition qui a réuni près de 30.000 signatures. Sa remise est prévue prochainement.

Dans le cadre de l'infographie, nous lançons également, depuis le mois de septembre, **une action par mois sur le web** à chaque diffusion d'un épisode.

Contre l'impunité des exploitants, une rafale de plaintes en justice



Dans le cadre de cette campagne, le Réseau a rejoint et soutenu la "Marche pour un monde sans nucléaire et pour la paix" et a souhaité s'associer aux marcheurs pour dévoiler, de villes en villages, les dessous de la route de l'uranium et de ses installations dangereuses. À chaque passage devant une usine nucléaire, un scandale a été révélé et une plainte juridique déposée. Objectif : faire cesser l'impunité des exploitants qui polluent et nous irradient chaque jour en silence, sans être inquiétés.

La porte d'entrée du nucléaire français depuis des années dans l'illégalité. Le 2 juillet, les marcheurs ont fait halte devant l'usine Comurhex Malvézi. À cette occasion, le Réseau a annoncé la plainte qu'il a déposée contre l'exploitant. Cette filiale d'Areva, située dans la banlieue de Narbonne et qui est la porte d'entrée de l'uranium importé en France, a en effet fonctionné depuis des années dans l'illégalité, sans le statut d'installation nucléaire de base. Et celle-ci a attendu l'injonction de l'ASN, en 2009, pour enfin mettre en œuvre la procédure de mise en conformité à la réglementation. Aujourd'hui, une enquête judiciaire est en cours et notre association a été entendue par la gendarmerie dans ce cadre.

Des transports de MOX illégaux à Melox. Le 13 juillet, c'est devant l'installation Melox (dans le Gard), où est fabriqué le MOX, ce combustible très dangereux à base de plutonium, que la marche s'est arrêtée. La veille, le Réseau révélait à la presse et au public que des transports de MOX ont été plusieurs fois organisés en 2012 dans l'illégalité, au mépris des règles de sûreté.

Un laxisme en matière de sûreté à l'usine Comurhex Pierrelatte. L'usine Comurhex de Pierrelatte met en œuvre un processus de "conversion" de l'uranium en hexafluorure d'uranium (UF₆), un composé chimique corrosif, très actif et nocif, qui réagit violemment au contact de l'eau et de l'humidité de l'air. Une substance si dangereuse devrait faire l'objet de contrôles scrupuleux ; il apparaît cependant que la rigueur de l'exploitant laisse à désirer. Le 15 juillet, le Réseau dévoilait qu'en 2012, le dysfonctionnement successif de toutes les mesures de contrôle et de vérification avant l'expédition d'un conteneur d'UF₆ avait conduit à un remplissage de celui-ci au-delà de la quantité limite prescrite.

De graves défauts de sûreté à la FBFC. Le 20 juillet, c'était au tour de la FBFC dans la Drôme d'être la cible des antinucléaires, qui rendaient publique une plainte déposée contre Areva. Dans cette installation, qui fabrique les barres de combustible nucléaire, afin d'éviter

l'apparition de réactions en chaîne, des contraintes strictes s'appliquent à la manipulation et l'entreposage de l'uranium enrichi. Or le fonctionnement de l'usine FBFC démontre qu'il y est fait bien peu de cas de ces règles ! En 2012, un nombre important de conteneurs contenant des matières radioactives ne respectaient pas les règles d'identification, d'entreposage et de transfert interne qui leur étaient applicables. Pour couronner le tout, Areva s'est abstenue de déclarer immédiatement le problème et a fourni des informations incomplètes.

Des incidents en série à la centrale du Bugey. Le 27 juillet, enfin, l'arrivée de la marche à la centrale du Bugey, dans l'Ain, a permis de mettre en avant les nombreux incidents qui s'y sont produits ces derniers temps : déversement de gravats radioactifs dans une carrière (affaire pour laquelle EDF SA a depuis été condamné en première instance), importante fuite de tritium dans la nappe phréatique, défaillance d'un capteur de pression d'un groupe électrogène, incendie sur un alternateur...

La réglementation en matière nucléaire est déjà bien légère et pourtant, elle est loin d'être respectée. Et puisque les autorités ont depuis toujours démissionné face à l'ampleur de ces manquements répétés, il est de notre devoir d'attaquer les exploitants pour que ces nombreux incidents et défaillances soient rendus publics, fermement sanctionnés et pour mettre des bâtons dans les roues de l'industrie nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier.

Un travail d'enquête

La diffusion d'une information méconnue du grand public, la révélation d'un scandale, le dépôt d'une plainte en justice sont bien souvent le résultat de nombreux jours, voir de mois d'enquête, l'industrie nucléaire étant plus qu'opaque. Des courriers à l'Autorité de Sûreté Nucléaire et aux exploitants, des saisines de la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs), des demandes de rencontres en préfecture, ainsi que de longues veilles sur les installations et une surveillance et un suivi des transports, nous ont été nécessaires, pour remonter la filière de l'uranium et connaître la réalité des flux et les itinéraires et horaires des transports. Des longues heures sont également passées à effectuer des recherches dans des archives de presse ou dans des dossiers, à questionner des experts ou des salariés de l'industrie nucléaire.

A ce jour, quelques zones d'ombre demeurent et nous devons accentuer dans les mois à venir ce travail d'enquête et de recherche de preuves (documents, photos, vidéos...), pour continuer à jouer notre rôle de contre-pouvoir et dévoiler et dénoncer les dessous de l'industrie de l'uranium. Nous faisons donc appel à tous les groupes et militants du Réseau pour mettre en place un réseau de veille et de surveillance efficace.

Quelques exemples de déclinaisons locales tout au long de la chaîne de l'uranium :

Mines - Après l'Afrique, Areva s'en prend aux Inuit, je dis non !

La situation dans la Sahel étant très tendue, Areva cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en uranium et projette notamment implanter plusieurs mines d'uranium à Baker Lake, petite ville du Nunavut, ce territoire du Nord du Canada habité par le peuple Inuit. Ce projet menace un écosystème fragilisé par le changement climatique, ainsi que les conditions de vie des Inuit. Pollution des sols et des eaux, saccage des zones de chasse, contaminations : voilà ce qui attend les habitants si Areva n'est pas stoppée. Areva tente d'extorquer le consentement de la population à coups de cadeaux et promesses d'emplois ... mais occulte les impacts environnementaux et sanitaires des mines d'uranium. Ces manœuvres rendent difficile la résistance des Inuit et de la seule organisation environnementale du Nunavut, Makita. Notre association s'est donc cette année mobilisée pour soutenir Makita dans sa lutte contre Areva.

Transformation de l'uranium - Quand les antinucléaires lèvent le voile sur la Comurhex Malvésé

Depuis le mois de juin, c'est une pression constante qui est exercée sur l'usine Malvésé de Narbonne, la porte d'entrée du nucléaire en France et d'un quart de l'uranium mondial, jusque là méconnue du grand public et de bien des antinucléaires.

Des actions en série contre la Comurhex Malvésé



Le 28 juin, le collectif "Stop uranium", soutenu par le Réseau "Sortir du nucléaire" bloquait l'usine Comurhex Malvésé, site de transformation de l'uranium implanté dans la banlieue de Narbonne. Au même moment,

le collectif Stop Tricastin bloquait le site du Tricastin. Objectif : dénoncer les risques de ces installations et des transports radioactifs incessants entre les deux usines.

Le 2 juillet, c'est la Marche Internationale pour la paix et contre le nucléaire qui manifestait devant la Comurhex, afin de dénoncer les risques de cette installation. Elle rappelait notamment que l'usine fonctionne depuis des années dans l'illégalité, sans statut d'Installation Nucléaire de Base (INB), alors que le quart de l'uranium utilisé dans le monde transite par elle.

Le jeudi 12 septembre, le collectif Stop Uranium remettait le couvert en bloquant, pendant environ une heure, un camion chargé de tétrafluorure d'uranium à la sortie de Malvési. Une militante a été arrêtée lors de cette action et passe en procès le 7 janvier. Un réseau de solidarité s'est mis en place et l'association la soutien en lui apportant une assistance juridique et financière.

Une plainte en justice

En parallèle, le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte en janvier dernier. Celle-ci a été rendue publique lors du passage de la marche et vise à faire condamner Areva pour exploitation de l'installation Comurhex Malvési en violation de la législation relative aux installations nucléaires de base et du Code de l'environnement. *(Voir plus haut)*

Une mobilisation des antinucléaires qui fait mouche

Depuis, l'usine Comurhex Malvési a été retoquée par l'Autorité Environnementale, qui demande à l'exploitant, AREVA, des compléments sur son étude d'impact environnemental, partie intégrante du dossier de demande de régularisation du statut de l'installation.

Ces actions juridique et de terrain ont également interpellé les élus locaux, qui se sont déplacés sur le site afin de s'entretenir avec l'exploitant. Le 5 juillet, la députée Marie-Hélène Fabre et le sénateur Roland Courteau se sont rendus sur le site Comurhex Malvési, pour rencontrer son directeur, Jean-Marc Ligney. Le 10 juillet dernier, Pierre de Bousquet, Préfet de la région Languedoc-Roussillon, et Louis Le Franc, Préfet de l'Aude ont eux aussi visité l'usine.

Le service communication d'Areva n'a évidemment pas manqué de marteler les éternels mensonges de l'industrie nucléaire : le site de la Comurhex assurerait l'indépendance énergétique de la France ! *Faut-il rappeler que 100% de l'uranium utilisé dans nos centrales provient de mines étrangères ?* Jean-Marc Ligney, le directeur de l'établissement a affirmé que le plus grand danger était la grande utilisation d'ammoniac

[produit non radioactif mais cependant dangereux] sur le site ; tout en précisant qu'à l'horizon 2015, un nouveau site "Comurhex II" serait créé, qui recourrait à un nouveau procédé où l'ammoniac serait remplacé par du gaz naturel, pour minimiser l'impact de l'usine sur l'environnement. En revanche, il a minimisé les risques liés à la radioactivité, déclarant que l'impact de la Comurhex sur la santé était extrêmement faible : l'équivalent d'une radio ou d'un scanner. Les riverains apprécieront... Car malgré les affirmations de M. Ligney, le risque radioactif est bien présent et de nombreux incidents et accidents se sont produits sur le site.

Au moment où nous écrivons ce rapport un rendez-vous en préfecture est prévu, l'enquête publique pour la régularisation du statut de l'installation vient d'être annoncée et la préparation du procès de la militante arrêtée est en cours.

Lutte contre les transports

Cette année, nous sommes allés à la rencontre de militants italiens et allemand, afin de renforcer les liens et d'**approfondir le travail en commun et la mobilisation sur les convois de matières radioactives qui transitent entre la France et les pays voisins.**

Nous avons également **renforcé le réseau de vigies** et sur certaines communes, nous sommes désormais informés à chaque passage de convois et avons pu identifier certains horaires réguliers. Par soucis de confidentialité, et pour ne pas servir sur un plateau les informations en notre possession à nos adversaires, nous ne publions pas plus d'informations sur cet aspect dans ce document.

Depuis de nombreuses années, le Réseau se mobilise contre les convois de combustibles usés étrangers *(voir par exemple le compte-rendu des convois étrangers dans la partie "actions et vie des groupes")*. Mobilisation qui s'est accentuée ces dernières années avec le vote d'une campagne sur les transports de déchets en 2011 et la mise en place d'un partenariat avec Sud-Rail. A l'occasion du lancement de cette nouvelle campagne, nous souhaitons mettre en place un travail sur les **transports de combustibles usés franco-français**, c'est à dire les convois de déchets qui partent des centrales françaises pour rejoindre l'usine AREVA de la Hague. Avis aux groupes proches de centrales, votre implication sur cette question est aujourd'hui nécessaire.

Un accent particulier a été porté en 2013 sur les **transport entre les différentes installations de la chaîne du combustible**. Un travail d'enquête approfondi a notamment été mené sur les convois d'UF4 entre les usines Comurhex de Malvési et Pierrelatte, ce qui nous a permis de découvrir que 3 à 5 camions radioactifs quittaient chaque jour Narbonne pour rejoindre Tricastin. Des investigations sont également en cours

sur les transports de Yellow cake et d'UF6. En 2014, ce travail d'enquête sera encore à accentuer, notamment sur transports de Yellow cake, d'UF6, d'uranium enrichi et de barres de combustibles.

En enquêtant sur ces multiples convois qui traversent la France quotidiennement, nous avons également pu découvrir une plaque tournante du trafic de matières nucléaires entre la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Officiellement construite par Areva pour faire transiter des pièces d'ITER et de Georges Besse II construite dans le nord de l'Europe, **la base logistique de Void-Vacon** accueille également des convois chargés d'UF6 et d'UO2. Bien entendu Areva s'était bien gardé d'en informer la population et c'est en passant devant la base que nous avons aperçu des camions suspects. Des courriers à l'Autorité de Sûreté Nucléaire et l'exploitant nous ont confirmé nos doutes. Depuis cette découverte, une réunion publique a été organisée localement pour informer la population et mettre en place une mobilisation. Affaire à suivre.

Déchets

Un soutien a été apporté cette année à la lutte contre l'enfouissement des déchets à Bure. *(Voir partie " action et vie des groupes ", soutien à la lutte à Bure)*

Usage militaire de l'uranium - L'uranium appauvri un tueur méconnu

Un travail a été engagé au cours de l'année en collaboration avec "the International Coalition to ban uranium weapons", afin de valoriser leur campagne et le travail déjà engagé sur le sujet *(voir ci-dessous Motion A : Le recyclage de l'uranium appauvri dans l'armement)*

Et après ?

Préparation du procès de STOP-Uranium, lancement d'un action chaque mois via l'infographie, jusqu'en mars, poursuite des mobilisations contre les transports de déchets et accentuation des mobilisations contre les transports d'uranium, poursuite des actions de désobéissance civile mises en place par des collectifs indépendants, mobilisation des groupes sur l'enquête et la recherche d'information en lançant un appel à surveillance généralisée sur toutes les étapes de la chaîne du combustible et les transports à l'occasion de la journée d'action de novembre, organisation de rencontre, conférences et projection. Autant d'actions que nous pourrons mener ensemble pour dénoncer et s'opposer à la pieuvre nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier au cours de l'année 2014.

4 - 2 | Motions et campagnes adoptées lors de l'AG 2013

Les motions et campagnes adoptées lors de l'AG 2013

sont classées ci-après suivant l'ordre de priorité voté en AG :

1) Motions I+J : Régionalisation du Réseau "Sortir du nucléaire"

La commission "Refondation" a lancé un sondage auprès des groupes et ont travaillé à l'élaboration de 3 scénarios de régionalisation du Réseau qui seront présentés lors de la prochaine AG de 2014.

2) Motion H : L'AG demande au CA d'étudier les modalités d'une présence permanente à Paris

Le CA a donné son accord pour que Charlotte Mijeon, chargée de communication et des relations extérieures, aille travailler sur Paris dans les prochains mois. Ceci permettra au Réseau "Sortir du nucléaire" d'avoir enfin

une véritable présence nationale près des centres de décisions et des médias.

3) Motion A : Le recyclage de l'uranium appauvri dans l'armement

Conformément au texte de la motion, cet axe a été intégré dans la campagne nationale "Nucléaire, de la mine aux déchets, tous concernés" sous l'angle du nucléaire militaire.

Afin de mettre en oeuvre cette motion, une réunion téléphonique a été organisée avec le groupe porteur, Sortir du nucléaire 38, et Sophie Morel, référente du CA sur le nucléaire militaire. Il a été acté que le Réseau engagerait au cours de l'année un travail en

collaboration avec "The International Coalition to ban uranium weapons", afin de valoriser leur campagne et le travail déjà engagé sur le sujet. Contact a donc été pris avec cette organisation pour renforcer les liens, mettre à jour notre adhésion et relayer leurs informations et mobilisations. Le Réseau a par exemple soutenu la journée internationale contre les armes à l'uranium appauvri du 6 novembre. Lors de cette journée, Sortir du nucléaire 38 a organisé un tractage dans les rues de Grenoble. Un constat : personne ne connaît les armes à l'uranium appauvri.

Un dossier a également été mis en ligne sur le site de campagne "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !" et une communication spécifique est mise en place auprès de nos contacts, via nos outils de communication (revue Sortir du nucléaire n°60, listes mails).

4) Motion G :

Organiser un débat en amont de l'AG 2014 sur les délais de sortie du nucléaire en vue de l'élaboration d'une motion

La dernière AG a décidé de faire évoluer la charte du Réseau "Sortir du nucléaire" dans le sens d'une sortie urgente du nucléaire. La question d'un débat sur les délais de sortie n'a pas été mise en œuvre dans la mesure où le groupe porteur de cette motion souhaite désormais un vote des groupes sur les délais de sortie d'ici l'AG 2014 ou au plus tard lors de l'AG de 2015.

5) Campagne 4 :

Journal "Atomes crochus"

La seconde édition du journal "Atomes crochus" a été publiée courant 2013 et a été encartée dans la revue "Sortir du nucléaire" n°58 (*voir partie " revue et publications "*)

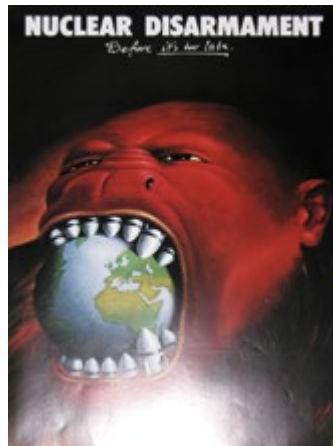
6) Campagne 1 :

Pour l'élaboration d'un scénario de reconversion des travailleurs du nucléaire

A l'heure où nous bouclons ce rapport moral, cette campagne est en cours de mise en œuvre.

L'équipe a engagé un travail pour mettre à jour le dossier dédié à la sous-traitance du nucléaire sur le site internet et le transformer en espace sur les travailleurs. Celui-ci est en cours de réalisation. Des réflexions ont été engagées avec le groupe porteur de la campagne et le groupe de travail "travailleur et syndicat" au sujet de l'élaboration d'une étude sur la sortie du nucléaire et l'emploi. Des pistes de travail ont été élaborées, mais les contours précis et le cadre de cette étude reste à définir.

En parallèle, un travail de contacts avec les syndicats se poursuit, sur la question des risques du nucléaire et des transports, ainsi que sur la question de la reconversion.



7) Motion D : **Désarmement nucléaire**

Cette motion s'est concrétisée lors d'un jeûne international pour l'abolition des armes nucléaires début août 2013 à Paris lors de la commémoration des explosions d'Hiroshima et Nagasaki. Une centaine de personnes ont jeûné pour

manifesteur leur opposition aux armes nucléaires avec une bonne répercussion médiatique.

Un focus particulier est également porté sur le nucléaire militaire dans le cadre de la campagne sur la chaîne du combustible : réalisation d'un tract spécifique, d'une page dédiée sur le site de campagne, travail avec SDN21 sur le site de Valduc afin qu'une formation, une réunion publique suivis d'une mobilisation du groupe se mettent en place sur le sujet.

8) Motion C :

Motion en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France

La position défendue par cette motion (sur le désarmement nucléaire unilatéral) et la motion précédente (sur le désarmement multilatéral) feront l'objet d'une note de cadrage politique du CA qui sera publiée sur le site internet du Réseau "Sortir du nucléaire".

9) Campagne 3 :

"l'Impossible Procès" : un spectacle, une tournée, une exposition

Tout au long de l'année, l'équipe de "l'Impossible Procès" s'est déplacée dans toute la France. Le Réseau a apporté un soutien actif à cette tournée à travers des dizaines de représentations et lors du Festival d'Avignon au mois de juillet. Ce spectacle fait aujourd'hui l'objet d'un ouvrage qui rassemble de nombreux témoignages recueillis auprès d'intervenants au procès. (*pour plus d'informations, voir parties " action et vie des groupes " et " revue et publications "*)

10) Campagne 2 : Investir les commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base pour y porter les revendications antinucléaires

Depuis maintenant deux ans, le Réseau s'est engagé dans un projet juridique et de surveillance des installations nucléaires. La dernière AG a décidé de renforcer ce travail, ainsi que le réseau de vigies.

Une aide suivie nous sera apportée à la mise en oeuvre de cette campagne par un recensement au sein du Réseau des acteurs qui suivent de près des installations nucléaires, le renforcement d'un groupe de travail interne, puis la mise en place d'outils web/

papier et l'organisation éventuelle courant 2014 d'une rencontre nationale. *(pour plus d'informations voir partie "Juridique")*

11) Campagne 7: Pour une meilleure visibilité du Réseau "Sortir du nucléaire" (débat alternatif citoyen)

Le débat alternatif citoyen n'a pas pu être organisé par manque de moyens financiers et humains dans le délai annoncé dans la motion à savoir entre mars-avril 2013, soit trop peu de temps après l'AG. Le groupe à l'origine de cette motion n'a pas souhaité considérer organiser cet événement à une date ultérieure.

5 - Communication, web, publications et relations médias

De la revue "Sortir du nucléaire" aux nombreux communiqués de presse, en passant par de très nombreuses publications papier et en ligne, le Réseau "Sortir du nucléaire" a abondamment communiqué vers le grand public et les médias en 2013.

La revue "Sortir du nucléaire"

La revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" est l'un des principaux supports d'information et de sensibilisation à destination du grand public édité par le Réseau ; son élaboration se déroule en étroite articulation avec les autres aspects de l'activité du Réseau (campagnes, actions, enjeux politiques importants, etc). C'est un moyen important d'information et de mobilisation pour les principales actions nationales, qu'elle valorise en couverture ou en pages intérieures. Elle est également l'un des principaux moyens de collecte de fonds pour le Réseau ; ainsi, en 2012, elle a généré un résultat positif d'environ 120 000 €.

Coordonnée par Xavier Rabilloud, la revue fait chaque trimestre un point sur l'actualité du nucléaire et des alternatives, en France et dans le monde, ainsi que sur l'actualité du Réseau, les actions, etc... en cherchant un équilibre entre articles de fond, témoignages, comptes rendus, brèves et autres formats, y inclut illustratifs

plus que textuels. La rédaction des contenus repose en grande partie sur des contributeurs bénévoles, occasionnels ou réguliers, membres du Réseau ou sympathisant-e-s pouvant apporter une expertise et une capacité de vulgarisation sur un sujet donné.

Une approche prudente de la gestion globale du budget du Réseau a conduit à la décision de réduire durablement la pagination de la revue de 52 à 36 pages, en préservant néanmoins les rubriques essentielles et la même exigence éditoriale. De même, la politique de diffusion a été réévaluée pour restreindre l'envoi d'exemplaires à des personnes n'ayant pas encore ré-abonné à l'issue de leur abonnement, ce qui a permis une économie sur le tirage (nombre d'exemplaires). La revue est donc actuellement adressée directement à environ 15 000 personnes chaque trimestre ; elle touche un nombre sensiblement plus élevé de lecteurs et lectrices, puisque les militant-e-s et les sympathisant-e-s la font circuler, entre autres par le biais des stands et tables de presse. Nous en envoyons également

régulièrement un nombre limité d'exemplaires pour faire connaître le Réseau à de nouveaux contacts nous ayant rejoints à l'occasion de la signature d'une pétition en ligne, par exemple.

Un travail est engagé pour parvenir progressivement à une articulation optimale entre site web et revue, notamment pour la valorisation dans chacun des deux médias du travail effectué initialement pour l'un ou l'autre.

De nouvelles publications

En 2013, les publications papier diffusées par le Réseau “Sortir du nucléaire” se sont encore enrichies. **Une série de tracts d'information** a été élaborée dans le cadre de la campagne “De la mine aux déchets : tous concernés !” et de la “Marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire”, à l'été 2013.

Conformément à une décision de l'AG 2012, le Réseau a soutenu les collectifs mobilisés contre le projet CIGÉO en prenant en charge l'impression de la **brochure BURE-STOP**. Réalisée par Bure-STOP 55 et Bure Zone Libre, cette brochure a été imprimée à 15 000 exemplaires. 10 000 ont été diffusés localement pendant le débat public et 5000 ont été mis à disposition des groupes et militants, gratuitement, dans la boutique en ligne pour une diffusion nationale. Le stock étant épuisé, une version mise à jour doit être réimprimée d'ici fin 2013. Cette brochure s'accompagne d'une exposition (disponible auprès des collectifs ou du Réseau sur simple demande) et de tracts.

Également suite à une décision de l'AG 2012, le Réseau a financé l'impression de 26 500 exemplaires du second numéro du journal **Atomes crochus**, élaboré par un groupe de bénévoles issu-e-s de plusieurs associations membres du Réseau, et consacré cette fois aux scénarios de sortie du nucléaire. Le journal Atomes crochus n°2 a notamment été diffusé à l'ensemble des abonnés de notre revue trimestrielle, avec le numéro 58.

Le Réseau continue par ailleurs à diffuser ses publications de fond, notamment la carte “Nucléaire, danger permanent” (environ 225 000 exemplaires diffusés à ce jour) et la brochure “Changeons d'ère, sortons du nucléaire” (environ 365 000 exemplaires diffusés à ce jour).

Notre carte du nucléaire continue de faire des émules : après la carte de la Belgique nucléaire, et la carte de France traduite en japonais, en 2013 des organisations antinucléaires allemandes, reprenant le même graphisme (placé à cet effet sous licence Creative Commons), ont publié la carte du nucléaire en Allemagne.

La brochure “Changeons d'ère, sortons du nucléaire”, après avoir été déclinée en 2012 sous forme d'infographie toujours disponible sur notre site web, a donné lieu cette année à une déclinaison sous forme d'exposition, dont les panneaux 60x80 cm sur papier recyclé sont en vente au prix modique de 20 € dans notre boutique en ligne, ou téléchargeables gratuitement.

La newsletter mensuelle

Désormais envoyée à plus de 120 000 contacts chaque mois, notre newsletter valorise chaque mois des sujets en lien direct avec l'actualité et avec nos actions et mobilisations marquantes. Un travail est en cours pour améliorer sa présentation et sa bonne réception.

Une forte activité web

Le portail web du Réseau www.sortirdunucleaire.org connaît toujours une fréquentation importante : en moyenne 2500 visites par jour (soit 42 000 visiteurs différents par mois) et plusieurs pics de fréquentation spectaculaires : 56 000 visites en mars 2013 à l'occasion de la chaîne humaine, près de 25 000 visites en 3 jours lors des lancements des pétitions en ligne “Après l'Afrique, Areva s'en prend aux Inuit : je dis NON !” et “Pétition : Fukushima = 4 catastrophes nucléaires majeures, il est temps de le reconnaître !”, 13 000 visites lors du lancement de la vidéo de campagne “Nucléaire : de la mine aux déchets, tout-e-s concernées” et 16 000 visites en avril 2013 pour les journées de mobilisations “Chernobyl Day”.

Fréquentation des sites web :

Le site sortirdunucleaire.org, coordonné par les 2 webmasters en collaboration étroite avec l'équipe salariée, des stagiaires et des personnes ressources bénévoles (merci à Charlotte, Jean-Marc et Marc pour leur aide précieuse), témoigne du dynamisme du Réseau :

- En moyenne 50 événements par mois sont mis en ligne dans l'agenda,
- 33 dossiers d'actualités sont en cours en 2013,
- Désormais plus de 440 incidents/accidents sont répertoriés dans la rubrique “Le risque nucléaire dans le monde”.
- En 2013, le site de campagne “Nucléaire : de la mine aux déchets, tout-e-s concernées” a été créé. Il comprend de nombreuses rubriques dont une infographie interactive “Nucléaire, l'envers du décor” qui dénonce les dangers du nucléaire à chaque étape de la chaîne de l'uranium.
- 2 pétitions en ligne ont été créées, elles totalisent 30 000 et 22 500 signataires.
- La boutique en ligne bénéficie désormais d'une interface plus claire et plus fonctionnelle ainsi que d'une amélioration des outils de traitement de commandes,

- Un logiciel "*Surveillance Citoyenne des Installations Nucléaires*" a été mis en ligne, qui collecte automatiquement les annonces d'incident publiés sur les sites de l'ASN et d'EDF.

En parallèle aux mises à jour quotidienne, un gros travail de fond a été effectué pour trier, réorganiser et indexer les très nombreux contenus mise à disposition sur notre site web (plus de 400 rubriques et 25 000 pages) ce qui permettra à terme d'améliorer la navigation et d'accéder plus facilement aux contenus disponibles sur un thème donné.

En cours également, une amélioration des outils sur notre serveur web afin d'optimiser nos sites et nos listes de diffusion.

Une présence accrue sur les réseaux sociaux

Suivie par 26 000 personnes, la page Facebook du Réseau "Sortir du nucléaire" contribue à diffuser nos informations, communiqués, actions... auprès d'un plus large public, ainsi qu'à mettre en évidence des articles intéressants.

Le nombre d'abonnés de notre compte Twitter a fortement progressé, passant de 2800 fin 2012 à 4415 au 1^{er} novembre 2013. Suivi par de nombreux militants et journalistes, ce fil d'info permet aussi un suivi heure par heure des grands événements de mobilisation (chaîne humaine, actions contre les transports nucléaires...).

Une abondante réaction à l'actualité



Politique énergétique, velléités d'exporter le nucléaire français à l'étranger, risques des installations et transports... De fin 2012 à fin 2013, l'actualité a fourni de nombreuses occasions de réaction pour le Réseau, qui a publié plus de 45 communiqués de presse et deux tribunes dans des médias en ligne, principalement rédigés par Charlotte Mijeon, chargée de communication et des relations extérieures. Parmi les sujets abordés en réaction à l'actualité, citons notamment :

- le débat national sur la transition énergétique, lors duquel le Réseau a mis en évidence l'absence de remise en question du nucléaire (avec également des communiqués communs à plusieurs organisations nationales) ;
- les risques liés aux transports radioactifs et aux installations de la chaîne du combustible ;
- la vente de réacteurs à la Turquie ;
- la catastrophe toujours en cours à Fukushima - qui n'a pas empêché l'envoi de combustible MOX fabriqué en France - et les révélations sur les fuites massives d'eau contaminée ;
- le soutien à l'Observatoire du nucléaire, attaqué en justice par Areva ;
- la dénonciation du projet de la Commission Européenne visant à autoriser les aides d'État pour le nucléaire (communiqué commun avec les Amis de la Terre notamment).
- les projets d'extensions de la durée de fonctionnement des réacteurs nucléaires à 50 ans ;
- la vente de réacteurs EPR à la Grande-Bretagne et les subventions cachées induites par un prix de rachat démentiel de leur électricité...

Le Réseau s'est également associé aux Amis de la Terre France pour dénoncer le projet de financement par les banques françaises de la centrale de Kaliningrad.

Des sollicitations toujours importantes malgré un contexte moins favorable

En 2013, la " vague Fukushima " s'est bel et bien retirée. La presse se montre désormais beaucoup plus réceptive à une industrie nucléaire qui tente de reprendre le dessus et joue la carte du patriotisme économique. Bien souvent, elle ne voit le nucléaire que comme un prétexte pour illustrer les rapports entre EELV et le PS, oubliant le travail et les positions des acteurs associatifs. Alors que les problèmes dans les centrales se multiplient, les demandes d'éclaircissements de journalistes deviennent beaucoup plus rares et les avis d'incidents sont repris tels quels, accompagnés du rituel " aucun impact sur la sûreté et l'environnement "...

Toutefois, le Réseau ayant réussi à s'imposer et renforcer sa crédibilité par ses actions et son travail de fond, les sollicitations restent importantes. De fin 2012 à novembre 2013, le Réseau a reçu plus de 140 demandes de journalistes (presse nationale, locale et étrangère, radios, télévisions, quotidiens, etc.), redispachées autant que possible par Charlotte Mijeon entre différents porte-paroles. À noter : en 2013, le Réseau a notamment reçu un certain nombre de demandes d'informations émanant de médias très généralistes qui ne s'intéressaient pas du tout au nucléaire auparavant (Le Mouv', Nostalgie, Néon...)

Plusieurs porte-paroles sont intervenus lors d'émissions grand public : "Si j'étais président"

sur France Info, “C dans l’air” sur France 5, “Terre à terre”, sur France Culture... Le Réseau a également fourni des informations pour l’élaboration du documentaire “Nucléaire, la Grande explication” ainsi qu’à un reportage sur la désobéissance civile contre le nucléaire.

De bons retours médiatiques sur les actions du Réseau

Un travail important a été réalisé pour médiatiser les actions et le travail de fond du Réseau et de ses groupes membres :

- Les différentes actions juridiques du Réseau, souvent en lien avec des associations locales, trouvent un relais régulier dans la presse.
- Les différents recours, actions et conférences de presse organisés avec les associations alsaciennes pour la **fermeture immédiate de Fessenheim** ont connu de bons échos.
- la **chaîne humaine à Paris pour l’arrêt du nucléaire civil et militaire**, précédée par deux conférences de presse qui ont donné la parole aux différents collectifs organisateurs, a été bien suivie par les médias nationaux et internationaux.
- La campagne **“De la mine aux déchets, tous concernés !”**, lancée à l’occasion du **Chernobyl Day**, a été l’occasion de médiatiser de nombreuses actions et de montrer les dessous de la “route de l’uranium”. Blocages de sites nucléaires et de convois radioactifs (bien couverts par les médias locaux et plusieurs télévisions), marche dans la vallée du Rhône ponctuée de communiqués sur des plaintes concernant les défauts de sûreté de 5 installations (avec une cinquantaine d’articles et interviews radio et télé tout au long du parcours !), etc., ont contribué à faire sortir de l’ombre des installations et problèmes méconnus du grand public. En particulier, les révélations sur les problèmes de sûreté de l’usine Comurhex de

Malvési (près de Narbonne) soulevés par le Réseau ont été largement reprises.



- En amont et à l’occasion du débat public sur le projet d’enfouissement Cigéo à **Bure**, plusieurs communiqués commun ont été publiés avec les associations locales, dont les textes ont été régulièrement relayés.
- Un soutien a été apporté pour médiatiser la tournée de l’ **“Impossible procès”**, qui a connu de bons retours locaux.
- Le “jeûne-action” pour l’abolition des armes nucléaires, en août, a également connu de belles retombées (plusieurs interviews radio, un passage sur I Télé...)
- Certaines informations exclusives sorties par le Réseau, comme les révélations sur l’importation d’acier russe de mauvaise qualité pour l’EPR de Flamanville ou les transports cachés de la chaîne du combustible, ont également été reprises.
- Enfin, dans un autre registre, le Réseau a contribué à faire connaître le vrai visage du directeur d’Areva-Tricastin (qui réclamait “une photo d’un militant au sol, un chien sur lui”) en obtenant la publication d’un de ses mails par Rue89 !

6 - Actions juridiques et surveillance citoyenne des installations nucléaires

Des victoires, des audiences et de nouvelles affaires : la stratégie juridique du Réseau s'est accrue en 2013 et les exploitants nucléaires ne sont plus à l'abri d'une condamnation ! Actuellement, près d'un quarantaine de dossiers sont en cours à l'encontre d'Areva, d'EDF et du CEA, qu'il soit question de pollution radioactive ou de manquements à la réglementation environnementale, ou encore qu'il s'agisse d'empêcher de grands projets de l'industrie nucléaire.



L'objectif est de ne plus rien laisser passer aux exploitants et de rétablir le vrai visage du nucléaire en cassant l'image du nucléaire propre véhiculée par la publicité.

C'est grâce à une surveillance citoyenne efficace que de nombreuses actions juridiques sur les installations nucléaires voient le jour. La campagne "Investir les commissions locales d'information (CLI)" votée par l'AG 2013 et proposée par le Collectif STOP EPR ni à Penly ni ailleurs a permis de considérablement renforcer et de consolider cette surveillance. Une liste destinée aux personnes membres des CLI ou aux personnes qui suivent de près ce qu'il se passe au sein d'une ou de plusieurs installations nucléaires a été créée, afin de mettre en place une véritable circulation des informations et de détecter plus rapidement des incidents, des dysfonctionnements, des scandales qui peuvent déboucher par la suite sur des actions en justice. En outre, un outil à destination des acteurs de la surveillance citoyenne et permettant de centraliser les informations provenant des sites Internet de l'ASN et d'EDF est en cours de finalisation. Depuis le 4 novembre 2013, Fanny Frauciel réalise un volontariat de service civique en tant qu'animatrice du réseau de surveillance citoyenne des installations nucléaires. Prochainement, une page Web publique consacrée spécifiquement aux CLI et à la surveillance citoyenne sera mise en place.

La campagne "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !" a permis de révéler au public des scandales et incidents, dont certains ont fait l'objet d'une action juridique (voir partie 4 du présent rapport).

La liste des différentes affaires détaillées ci-dessous n'est pas exhaustive. Si vous souhaitez en savoir plus, consultez le Juriblog : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Nos-actions-juridiques>

Les victoires obtenues en 2013

Sous-estimation de la quantité de plutonium détenu à Cadarache (juin 2009)

Le 6 octobre 2009, le CEA Cadarache a informé l'ASN de la sous-évaluation des dépôts de plutonium dans les boîtes à gants de l'Atelier de technologie du plutonium (ATPu). Il avait connaissance de ce problème depuis le mois de juin 2009. Le Réseau a porté plainte en octobre 2009 puis s'est constitué partie civile. Le tribunal correctionnel d'Aix en Provence a condamné le CEA à 15 000 euros d'amende pour non déclaration immédiate d'incident. Le 3 septembre 2013, la Cour d'appel d'Aix en Provence a aggravé cette condamnation en prononçant à son encontre 1 500 euros de dommages et intérêts supplémentaires.

Déversement d'effluents radioactifs à Golfech (18 janvier 2010)

En janvier 2010, 450 litres d'effluents radioactifs provenant de la centrale de Golfech ont été accidentellement déversés dans le milieu naturel. Le 6 novembre 2010, le Réseau, ainsi que FNE Midi-Pyrénées et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées, soutenus par de nombreuses associations locales, ont porté plainte contre EDF. Le 29 mars 2012, le tribunal de police de Castelsarrasin a relaxé EDF. L'audience en appel a eu lieu le 1^{er} octobre 2012 à la Cour d'appel de Toulouse. Pour la première fois en France, EDF a été condamnée pour ses manquements à la réglementation technique. La Cour d'appel a retenu deux infractions à son encontre et l'a condamnée à payer 4 000 euros d'amende et à verser 1 500 euros de dommages et intérêts à chacune des parties civiles. EDF a décidé de retirer son pourvoi en cassation.

Déchargement de gravats radioactifs au Bugey (9 août 2011)

Le 9 août 2011, un camion provenant de la centrale du Bugey a déchargé illégalement des gravats radioactifs dans une carrière utilisée pour stocker des déchets

conventionnels. Le Réseau a porté plainte le 27 juin 2012 et s'est constitué partie civile. Le 11 septembre 2013, EDF a été reconnue coupable et condamnée à payer 3 750 euros d'amende pour deux délits au Code du travail et 1 500 euros pour une contravention à la réglementation sur les installations nucléaires. Et pour la première fois, le directeur d'une centrale nucléaire a lui aussi été condamné. EDF n'a pas fait appel.

Explosion d'un four à Centraco (12 septembre 2011)

Le 12 septembre 2011, une explosion a eu lieu dans un four de fusion de l'installation Centraco exploitée par la Socodei, tuant un travailleur et en blessant quatre autres. Une instruction est en cours pour homicide et blessures involontaires. Le Réseau a porté plainte. L'ASN ayant découvert au cours de son enquête que certaines prescriptions techniques n'étaient pas appliquées par la Socodei, le Parquet de Nîmes a décidé d'engager des poursuites. Le Réseau s'est constitué partie civile. Le 2 avril 2013, le tribunal de police d'Uzès a condamné la Socodei à 1 000 euros d'amende et à 1 000 euros de dommages et intérêts. La Socodei n'a pas fait appel.

Les affaires juridiques en cours

Potentiel géothermique du futur site d'implantation de CIGEO (juin 2008)

L'Andra a été chargée de concevoir et d'implanter un centre de stockage pour les déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue appelé CIGEO. Le site qui a été choisi pour accueillir ce centre est situé autour de Bure, dans la Meuse. Pourtant, ces sols renferment un potentiel géothermique non négligeable. En 2008, l'Andra a réalisé une opération de forage et a finalement conclu à la faible potentialité géothermique du sous-sol. Mais, elle n'a pas procédé dans les règles de l'art et a manipulé la présentation des résultats. Une assignation en responsabilité civile délictuelle à l'encontre de l'Andra a été déposée le 3 mai 2013.

Fuite d'uranium à l'usine Socatri sur le site du Tricastin (8 juillet 2008)

Le 8 juillet 2008, suite à une fuite survenue à l'usine Socatri, plus de 74 kg d'uranium ont été rejetés dans les cours d'eau avoisinants. Le Réseau a porté plainte, aux côtés de nombreuses autres associations, puis s'est constitué partie civile. Le 30 septembre 2011, la Cour d'appel de Nîmes a condamné Areva-Socatri à 300 000 euros d'amende et à 230 000 euros de dommages et intérêts pour pollution des eaux et omission de déclaration d'incident. Areva-Socatri a déposé un pourvoi en cassation. L'arrêt sera rendu à la fin du mois de novembre 2013.

Transport La Hague – Gorleben (5 novembre 2010)

Le 5 novembre 2010, un convoi transportant des déchets radioactifs partiellement retraités à La Hague est parti de Valognes dans la Manche à destination de Gorleben en Allemagne. Ce transport a été autorisé par

un accord d'exécution. Le Réseau, ainsi que plusieurs militants du GANVA, ont contesté la légalité de cette décision en déposant, le 20 décembre 2010, une requête en annulation. Le 10 mai 2012, le tribunal administratif de Paris a rejeté cette requête. Le Réseau et les militants du GANVA ont fait appel. Un recours similaire a été entrepris à l'encontre de la décision autorisant le transport La Hague – Gorleben de novembre 2011.

Contamination au tritium par le CEA Valduc (novembre 2010)

Plusieurs employés de l'entreprise 2M Process à Saint-Maur-des-Fossés, sous-traitante du CEA, ont manipulé un tamis moléculaire qu'ils croyaient neuf alors qu'il avait déjà été utilisé par le CEA Valduc et était radioactif. Ce matériel a transité par les locaux d'une autre entreprise située à Bondoufle. Le 30 novembre 2010, le Réseau, ainsi que d'autres associations, ont porté plainte contre le CEA pour mise en danger de la vie d'autrui. Une information judiciaire a été ouverte le 24 février 2011. Le Réseau s'est constitué partie civile le 1^{er} juin 2012. L'instruction est toujours en cours.

Arrêté de rejets et de prélèvements pour le chantier de l'EPR à Penly (30 mars 2011)

Le 30 mars 2011, un arrêté a été pris par le préfet de Seine-Maritime afin d'autoriser les rejets et les prélèvements pour le chantier de l'EPR à Penly. Le 29 mars 2012, le Collectif STOP EPR ni à Penly ni ailleurs et le Réseau ont déposé un recours en annulation à l'encontre de cet arrêté. L'audience devrait avoir lieu très prochainement.



Fuite d'acide sulfurique des tours aéroréfrigérantes de la centrale de Chooz (29 décembre 2011)

Le 29 décembre 2011, la centrale de Chooz a détecté une importante fuite d'acide sulfurique dans la Meuse, vers le réseau d'eaux pluviales du circuit de traitement antitartre des tours aéroréfrigérantes. Le Réseau a porté plainte le 28 août 2012 pour pollution des eaux. Suite à un classement sans suite, EDF va être citée directement devant le tribunal correctionnel. Le 2 juillet 2013, une nouvelle fuite d'acide sulfurique a eu lieu sur le circuit de traitement antitartre de la tour aéroréfrigérante du réacteur n° 1. Le Réseau a porté plainte.

Pollution au tritium des eaux souterraines sous la centrale de Civaux (4 janvier 2012)

Le 4 janvier 2012, un prélèvement réalisé dans les eaux souterraines de la centrale de Civaux a révélé une activité volumique en tritium de 540 Bq/l alors que les mesures attendues sont normalement inférieures à 8 Bq/l. Le Réseau a porté plainte pour ces faits le 7 février 2012. L'DACEVE, UFC 86 et Vienne Nature Environnement ont également entrepris la même démarche et se sont constitué partie civile. Une information judiciaire a été ouverte.

Dépassement d'une limite de masse de matière fissile au laboratoire Masurca (10 juillet 2012)

Le 10 juillet 2012, le CEA Cadarache a constaté le dépassement d'une limite de masse de matière fissile dans le laboratoire de l'installation nucléaire Masurca. Le CEA a relevé une masse de matière fissile de 408 g dans ce laboratoire alors que la limite autorisée est de 350 g. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte le 9 janvier 2013. Une enquête est en cours.

Transport Vercelli – La Hague (24 juillet 2012)

Le 24 juillet 2012, un train transportant du combustible usé a quitté l'Italie pour rejoindre le terminal de Valognes, puis l'usine de La Hague en France. Ce convoi a été autorisé par une décision du chef du département de la sécurité nucléaire rattaché au service de défense, de sécurité et d'intelligence économique du Ministère de l'Ecologie dans le cadre d'un accord bilatéral France-Italie signé en 2006. Le Réseau a déposé une requête en annulation à l'encontre de l'accord d'exécution de ce transport le 30 août 2012. Le 15 janvier 2013, un nouveau convoi de déchets hautement radioactifs a quitté l'Italie pour rejoindre l'usine de La Hague. Le Réseau a déposé un référé-liberté pour faire suspendre et interdire ce transport en amont. Malheureusement, le juge a décidé de rejeter ce recours au motif que la diffusion préalable des informations concernant les convois nucléaires pouvait entraîner un trouble à l'ordre public...

Fuite de tritium à la centrale de Penly (octobre 2012)

En octobre 2012, lors des prélèvements et mesures dans l'environnement réalisés par les équipes de la centrale nucléaire de Penly, du tritium a été détecté dans la nappe d'eau souterraine. Le Collectif STOP EPR ni à Penly ni ailleurs et le Réseau "Sortir du nucléaire" ont porté plainte en mars 2013. Une enquête a été ouverte. Une fuite similaire a eu lieu à la centrale du Bugey à la même époque. Une plainte a également été déposée. Signalons enfin qu'une présence anormale de tritium a été détectée en août 2013 à la centrale du Tricastin.

Perte d'un colis contenant du fluor radioactif provenant de l'usine CIS BIO (19 novembre 2012)

Le 19 novembre 2012, un colis de transport de substances radioactives, expédié par CIS BIO International et destiné au Centre hospitalier universitaire, a été perdu à Nîmes. Ce colis, contenant une source radioactive liquide de fluor 18 destinée à un usage médical, a été

perdu par le transporteur lors de la livraison. Il n'a pas été retrouvé. Une plainte a été déposée à l'encontre de la société de transport le 19 septembre 2013.

Renforcement du radier du réacteur 1 de la centrale de Fessenheim (19 décembre 2012)

Suite à l'avis favorable de l'ASN sur la poursuite d'exploitation au-delà de trente ans du réacteur 1 de la centrale de Fessenheim, celle-ci a donné son accord à la réalisation des travaux pour le renforcement du radier du réacteur, le 19 décembre 2012. Les associations Réseau "Sortir du nucléaire", Alsace Nature, Stop Transports - Halte au nucléaire, Stop Fessenheim et le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin ont déposé un référé et un recours sur le fond devant le Conseil d'Etat, le 21 mars 2013. Le juge des référés a décidé de rejeter notre demande de suspension des travaux. Nous attendons désormais l'audience sur le fond devant le Conseil d'Etat.

Violation des conditions d'autorisation de transport à Cadarache (10 janvier 2013)

Le CEA Cadarache a déclaré le 10 janvier 2013 plusieurs violations réglementaires relatives au transport de substances radioactives au départ de l'installation ATPu. Trois écarts importants concernant le transport de rebuts technologiques, expédiés depuis l'ATPu le 2 octobre 2012 vers Areva La Hague, ont été détectés lors d'une inspection du 11 décembre 2012. Une plainte a été déposée à l'encontre du CEA le 18 septembre 2013.

Violation de l'arrêté de rejets suite à l'indisponibilité de deux réservoirs à la centrale de Chinon (8 février 2013)

Le 8 février 2013, le site de Chinon a déclaré un problème de détection tardive de la prolongation de la mise hors service de deux réservoirs de traitement des effluents gazeux. Ceci constitue une violation des exigences de l'arrêté ministériel du 20 mai 2003 modifié réglementant les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux de la centrale de Chinon. Une plainte a été déposée à l'encontre d'EDF le 25 octobre 2013.

Fuite d'hydrocarbure dans la Meuse à la centrale de Chooz (3 avril 2013)

Dans l'après-midi du 3 avril 2013, une présence d'hydrocarbure sur la Meuse a été signalée par un employé de la centrale de Chooz qui traversait le pont dit "de Chooz A" vers 16h. La nappe rouge d'hydrocarbure, d'environ 50 m² et d'environ 1 à 2 cm d'épaisseur, était située au droit du point de rejet en Meuse du réseau d'égouts du site, dénommé "SEO". Une plainte a été déposée à l'encontre d'EDF le 25 octobre 2013.

Les nouveaux dossiers

Non-respect d'une mise en demeure à Superphenix (5 juillet 2012)

EDF n'a pas respecté une mise en demeure concernant l'organisation des secours sur le site de Superphénix.

Il s'agissait de la décision n° 2012-DC-0309 du 5 juillet 2012 portant mise en demeure d'EDF de renforcer les moyens de gestion des situations d'urgence sur le site de Creys-Malville. Une plainte va être prochainement déposée à l'encontre d'EDF.

Problèmes concernant la surveillance des rejets gazeux radioactifs au CEA Saclay (24 octobre 2012)

Depuis le mois d'août 2012, le CEA Saclay a déclaré 8 événements significatifs concernant les dispositifs de surveillance des rejets gazeux radioactifs des installations du centre. Ces événements portent d'une part sur l'exploitation et la maintenance des dispositifs de mesure des rejets de tritium gazeux et d'autre part sur l'absence de dispositifs de mesure des rejets gazeux. Lors d'une inspection réalisée le 29 août 2012 sur l'INB 49 (laboratoire de haute activité), des problèmes ont été détectés dans la réalisation des contrôles périodiques des appareils de mesure des rejets de tritium gazeux. Des problèmes similaires ont été mis en évidence sur d'autres installations du centre. Par ailleurs, le 24 octobre 2012, le CEA a également déclaré l'absence de mesure en continu des rejets bêta globaux sur un émissaire de l'INB 72 (zone de gestion des déchets radioactifs solides). Une plainte va être prochainement déposée à l'encontre du CEA.

Pollution de l'environnement par de l'acide

chlorhydrique à la centrale de Cattenom (23 juillet 2013)

Entre le 23 et le 24 juillet 2013, une quantité estimée à environ 58 m³ d'acide chlorhydrique a été déversée dans le sol de la centrale de Cattenom. L'acide chlorhydrique est utilisé notamment pour le traitement anti-tartre du réfrigérant atmosphérique du réacteur n° 3. Une plainte va être prochainement déposée à l'encontre d'EDF.

Fermeture intempestive d'une vanne à la centrale du Bugey (2 août 2013)

Suite à un incident qui s'est produit le 2 août 2013 avec défaut d'une vanne, montée de pression du circuit primaire de Bugey 5 et déclenchement du plan d'urgence interne, une plainte va être prochainement déposée à l'encontre d'EDF.

Exposition grave d'un travailleur au CEA Grenoble (23 août 2013)

Le CEA de Grenoble a déclaré, le 3 septembre 2013, une exposition grave d'un travailleur, intervenant en tant que prestataire du CEA. Cette exposition s'est produite le 23 août 2013 lors d'une opération de tri de déchets et de gravats radioactifs au Laboratoire d'analyse des matériaux activés (LAMA), en cours de démantèlement. Une plainte va être prochainement déposée à l'encontre du CEA et de l'entreprise prestataire.

7 - Relations extérieures

Des liens constants avec d'autres organisations et collectifs

Le Réseau est toujours membre de nombreux collectifs : Armes Nucléaires Stop, International Coalition for the Abolition of Nuclear Weapons, Independent WHO, Association Trinationale de Protection Nucléaire... (liste complète sur notre site : <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=connaitre&page=index2>).

Des adhésions croisées ont également lieu avec le Réseau Action Climat. Cette année, une rencontre entre des représentants du RAC et du Réseau a d'ailleurs permis de remettre à plat certains points qui avaient suscité des incompréhensions. Nous avons participé à l'élaboration d'un document inter-associatif d'évaluation de la politique énergétique gouvernemental et co-signé plusieurs communiqués du RAC sur ce sujet.



Tout le long du débat sur l'énergie, le Réseau est resté en contact régulier avec l'ensemble des associations impliquées sur ce sujet, qu'elles participent ou pas. Les associations qui participaient ont d'ailleurs porté au cœur du débat 14 mesures phares sur les économies d'énergie, le développement des renouvelables... (<http://transitionenergetique.org/ce-que-nous-proposons/>), dont l'une, "Programmer l'arrêt du nucléaire", a été corédigée par le Réseau.

En 2013, le Réseau a également participé à la campagne des Amis de la Terre pour l'abandon du projet de centrale nucléaire de Kaliningrad (Russie). Un communiqué commun a par ailleurs été signé avec les Amis de la Terre (ainsi que le RAC et Réaction en Chaîne Humaine) contre l'octroi d'aides d'état pour le nucléaire.

Début novembre, nous relayons également la campagne d'Agir pour l'Environnement pour empêcher la prolongation des réacteurs nucléaires.

Enfin, le Réseau a apporté un soutien à la campagne de souscription d'Énergie Partagée.

Vers une convergence des luttes

Le réseau participe depuis le début à la convergence des luttes contre les grands projets inutiles, nuisibles et imposés.

C'est donc logiquement que l'association a relayé l'appel au rassemblement organisé du 3 au 4 août à Notre-Dame-des-Landes pour soutenir la lutte contre le projet d'aéroport. Par ailleurs, Frank Linke a représenté le Réseau lors du 3^e forum européen contre les grands projets inutiles à Stuttgart.

Nous avons également diffusé toute l'année sur notre site et sur nos listes départementales l'actualité de la lutte anti-THT dans le Cotentin.

Récemment, nous également apporté notre soutien à Alternatiba, le village des alternatives face aux dérèglements climatiques, qui s'est tenu le 6 octobre 2013 à Bayonne et qui a réuni plus de 12 000 personnes et diffusé l'appel à la multiplication des villages des alternatives.

Nous avons également appelé à participer aux États généraux pour un monde vivable et soutenu le Forum des Transitions qui se tenait dans le cadre du salon Ille et Bio, du 11 au 13 octobre à Guichen.

Relation avec les syndicats et solidarité avec les travailleurs du nucléaire

Dans la continuité du travail engagé en 2012, le Réseau a approfondi sa réflexion sur la relation à mettre en place avec les syndicats et travailleurs. Un travail sur la question de la reconversion des salariés est à l'étude, afin notamment de pouvoir approcher les syndicats en ayant des données concrètes sur l'emploi et la reconversion du secteur nucléaire. Quoiqu'il advienne, de nombreux réacteurs vont être amenés à fermer dans les prochaines années, et il est de la responsabilité des syndicats de se saisir de cette question. Force est de constater que pour le moment seuls quelques-uns sont ouverts au dialogue, peu d'entre eux ayant répondu à notre demande de

rencontre. Une rencontre a eu lieu en début d'année avec des représentants de la CFDT. La FSU a intégré lors de son congrès la sortie du nucléaire dans ses revendications et un travail avec Solidaires se poursuit, par l'intermédiaire de SUD-Rail et des liens étroits que nous entretenons avec la fédération des cheminots.

Nous avons également apporté notre soutien à des travailleurs du nucléaire, comme de Philippe Billard et de Michel Leclerc.

Des partenariats dans le cadre de la campagne sur le chaîne du combustible

Dans le cadre de la campagne sur la chaîne du combustible et conformément à la motion votée en 2013 sur l'uranium appauvri, le contact a été renoué avec la Coalition Internationale pour l'Abolition des Armes à l'Uranium (ICBUW) et notre ré-adhésion est en cours (voir partie motion et campagne).

Les liens sont également entretenus avec l'association Survie, qui lutte contre la Françafrique et notamment contre l'influence d'Areva, ainsi qu'avec le réseau Uranium-network, qui met en contact les collectifs qui luttent contre l'extraction de l'uranium partout dans le monde.

D'août 2012 à août 2013, un partenariat a été mis en place avec le collectif des Désobéissants. Un soutien annuel de 4000 euros a été versé au collectif, afin que celui-ci organise des formations à l'action non-violente avec les groupes membres du Réseau et leur apporte un appui pour planifier des actions de désobéissance. Pris en charge par la fédération, le financement de ces formations vise à permettre aux groupes et militants de se former gratuitement et de s'autonomiser dans la mise en place d'actions de désobéissance civile contre les installations et transports de la chaîne du combustible nucléaire.

Pour l'instant, deux formations ont été organisées dans ce cadre à Valence et Montpellier, qui ont permis l'organisation de 4 actions par des collectifs indépendants (occupation de la mairie de Montélimar, blocages simultanés de Malvés et Tricastin, blocage d'un camion d'uranium à Narbonne). Une formation reste encore à organiser. Si des groupes identifient à nouveau ce besoin, ce partenariat pourra être renouvelé en 2014 et pris en charge dans le budget du comité action.

Enfin, le Réseau s'est allié aux Amis de la Terre, qui organisent chaque année les Prix Pinocchio pour désigner les entreprises les plus polluantes et les plus hypocrites, pour mettre en évidence les ravages des mines d'uranium d'Areva. Cette année, Areva était spécialement distinguée pour le musée Urêka, qui repeint en vert l'histoire de l'extraction de l'uranium, ainsi que pour ses projets miniers au Nunavut.

8 - L'activité internationale

Un comité international actif

Le suivi de l'actualité et des actions internationales est assuré par un petit comité dynamique d'une dizaine de membres, salariés, administrateurs et personnes ressources. Selon ses affinités et ses préférences linguistiques, chacun suit en particulier une zone géographique ou un sujet particulier : Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, nucléaire militaire... Jean-Luc Thierry, membre du comité international, est chargé de la revue de presse anglophone rezo-nuke-info. Le comité a été rejoint notamment par Alexander Schmidt.

Des contacts réguliers et des liens avec de nouveaux pays

En 2013, les contacts réguliers ont notamment permis la présence de nombreux internationaux à la chaîne humaine de Paris (Autrichiens, Allemands, Italiens), ainsi qu'un soutien aux militants japonais (relai de l'action "Asako House", envoi d'une traduction de notre tribune contre l'envoi de MOX au Japon...)

Il y n'a pas eu de grandes actions autour de Hinkley Point en GB mais Steven a pu voir les anti nucléaires anglais pendant l'été notamment ; et il continue à suivre de près les développements là-bas, notamment avec les projets de nouveaux réacteurs EPR.

En cette année 2013, nous avons enrichi nos connaissances et continué à bâtir des alliances avec d'autres militants anti-nucléaires à l'étranger, qui se sont notamment concrétisés par des articles dans notre revue sur la situation au Brésil, au Nunavut et en Turquie. Ces contacts ont également permis d'initier une pétition contre les projets de mine d'Areva au Nunavut. Charlotte a eu des contacts avec des militants de Mongolie concernant les mines d'uranium.

Les Australiens en France !

Suite aux contacts noués par André, François et Jocelyn pendant les marches en Australie en 2011 avec Footprints for Peace, des Australiens ont participé à la Marche Narbonne-Bugey et au Jeûne International pour l'abolition des armes nucléaires à Paris. Sophie, Jocelyn, François et André ont pu participer à ces événements en France.



Les transports internationaux

Martin a pu aller en Italie pour rencontrer des gens dans la Valle de Susa, toujours mobilisés contre le projet Lyon-Turin (NO TAV) et aussi impliqués dans des actions dans les gares contre les transports de déchets radioactifs. Les contacts se maintiennent bien aussi avec Allemagne, entre autre par le biais de Cécile l'Écureuille ; par ailleurs, Charlotte a pu se rendre à la conférence d'automne des associations antinucléaires allemandes à Hamburg, pour évoquer des actions communes contre les transports de matières nucléaires qui traversent nos deux pays.

Le nucléaire militaire à l'échelle internationale :

Des militants anglais sont venus à Dijon rencontrer les militants locaux et manifester ensemble devant le CEA de Valduc. Des militants français ont également participé au blocage d'AWE Aldermaston (Angleterre). Ces actions visaient à dénoncer le traité Teutates, programme de coopération franco-britannique pour des recherches sur les armes nucléaires durant les cinquante années à venir. Le CEA de Valduc et AWE d'Aldermaston sont les deux sites où ce programme sera mis en œuvre. La coopération militante franco-britannique est en bonne voie pour s'y opposer.

En France, Angleterre et Allemagne, 3 jeunes-actions ont eu lieu du 6 au 9 août pour "une Europe sans armes nucléaires" avec des échanges de militants entre ces 3 sites.

Sophie a participé et /ou suivi ces différentes actions.

Tournée en France d'un réalisateur indien

André a monté une tournée en France pour le réalisateur indien Pradeep Indulkar qui est venu présenter son film sur Tarapur, la plus vieille centrale nucléaire indienne, et ses effets sur les riverains. Le Réseau a envoyé l'info à tous les groupes pour qu'ils accueillent une étape chez eux. N'ayant pu répondre positivement qu'à une demande sur deux, Pradeep parle donc de revenir pour une deuxième tournée en mai-juin prochain. Cette tournée a aussi été soutenue par une pétition lancée par Cyber@cteurs. Un pont se construit entre antinucléaires français et indiens ; pour ces derniers, il est encourageant de savoir que tous les français ne sont pas d'accord pour qu'Areva aille pourrir les 4 coins de la planète. Et qu'on partage avec eux le slogan "Down with Areva !" (A bas Areva !).

Pas d'initiative citoyenne européenne, mais un réseau qui se maintient

Depuis 2011, le Réseau était en lien avec les Amis de la Terre Autriche et d'autres associations européennes afin d'organiser une Initiative Citoyenne Européenne sur la sortie du nucléaire. Ce projet ne s'est finalement pas concrétisé, mais ces liens ont permis des actions communes, notamment la mise au point d'une pétition européenne contre les aides d'État pour le nucléaire (www.my-voice.eu).

Et pour 2014 ?

Nous sommes invités à participer au Forum antinucléaire de Prague en avril 2014

Et bien sûr, nous continuerons de suivre l'actualité internationale d'un point de vue anti-nucléaire un peu partout ; et quand c'est possible et nécessaire, de nous déplacer pour suivre de plus près et participer aux événements prévus.

9 - Gestion de la boutique et des contacts sympathisants

Une boutique en constante évolution

Afin de faire évoluer nos outils de diffusion de matériels et dans l'objectif de pérenniser ce mode de financement de notre fédération, il est apparu important de moderniser notre boutique en ligne. Avec l'aide d'une stagiaire, étudiante en webdesign, l'équipe informatique a mis en place une nouvelle boutique plus pratique et plus esthétique.

Depuis 2 ans, nous diffusons une lettre d'information électronique de la boutique du Réseau. Aujourd'hui, près de 4 000 personnes sont abonnées à cette lettre.

Pérenniser notre boutique, c'est également proposer de nouveaux articles. Diffusé en exclusivité par le Réseau, nous avons créé, en lien avec la Fondation OOA, le



nouvel autocollant "énergies renouvelables, bien sûr!". C'est plus de 3 000 exemplaires qui ont été commandés par les groupes et les sympathisants en moins de 4 mois.

Dans le cadre de la poursuite du travail engagé depuis deux ans, le service gestion et comptabilité continue d'améliorer nos procédures de suivi et de contrôle.

Comme vous le verrez dans le rapport financier, le Réseau est aussi touché par la crise générale. Les commandes de matériel et les dons sont moins nombreux. C'est aussi pour cela que nous devons poursuivre nos efforts de diffusion de notre matériel, que ce soit dans les dépôts-ventes, lors des manifestations ou par le biais d'outils comme le catalogue papier et la boutique en ligne.

L'activité de la boutique en quelques chiffres :

- 1700 livres expédiés,
- 9 500 autocollants "nucléaire, non merci !"
- plus de 10 000 cartes de France et 25 000 brochures "changeons d'ère, sortons du nucléaire" distribués gratuitement encore cette année.

Cela représente notamment :

- 216 colissimo envoyés par la responsable des expéditions, pour les manifestations nationales, locales, pour les particuliers...
- 5 500 lettres et autres colis < à 3 kg, qui sont l'activité normale de la fédération, et traduisent l'importance des échanges papiers.
- 72 dépôts-ventes de matériel facturés, soit 14 000 euros.

Contexte actuel de crise aidant, nous avons eu, entre autres, pour objectif de réduire le volume de notre stock, mais aussi d'aider les dépôts à tenir à jour l'inventaire de leur matériel. Nous avons, dans ce cadre, relancé de nombreuses associations retardataires...

À ce jour 28 dépôts sont en cours pour un montant de matériel de 5 800 euros qui nous permet d'être visible lors de manifestations et de stands.

De nombreux contacts au quotidien

Sur cette année, nous avons reçu environ 11 000 courriers, soit un peu plus de 46 courriers par jour à traiter. Le réseau a de nombreux interlocuteurs et soutiens. Profitons en ici pour remercier tous nos sympathisants, qui de par leurs encouragements écrits, nous motivent tous les jours !

Nous recevons en moyenne 130 messages par mois sur la boîte mail contact du Réseau, comprenant diverses sollicitations ou informations, de la part de nos donateurs, de simples sympathisants, mais également de personnes qui découvrent notre site, d'étudiants qui font des recherches sur le nucléaire, ou encore de groupes en recherche d'un intervenant pour leur événement.

Nous nous efforçons de répondre du mieux possible à toutes les questions qui, en 2013, sont revenues à un nombre raisonnable, comparé à 2011 où il nous avait été impossible de répondre à toutes les sollicitations, et à une année 2012 encore très chargée.

Afin de gérer au mieux toutes les demandes, nous avons mis en place un formulaire sur la page contact de notre site, qui permet de renvoyer directement à la personne concernée.

Pour ce travail quotidien, nous sommes entourés de personnes ressources, soit au sein du CA, soit proches du Réseau. Petit à petit s'est mis en place de petits groupes constitués de personnes ressources par thématique, qui se relaient pour répondre à ces messages que nous recevons (il existe actuellement un groupe sur le sujet des Energies renouvelables et un sur Fukushima).

Le nombre de contacts que la fédération doit gérer chaque année représente un gros travail de suivi, informatique notamment. Notre logiciel actuel est vieillissant, et un projet de remplacement est envisagé dans un avenir relativement proche.



10 - Rapport social

Pour la seconde année, nous présentons ici la partie sociale du rapport moral.

En premier lieu, voici une présentation de l'équipe salariée qui anime quotidiennement le Réseau.

Sous la supervision et la responsabilité du Conseil d'administration, l'équipe salariée est constituée de 15 salariés permanents, 10 femmes, 5 hommes, avec une moyenne d'âge de 37 ans, dont 4 travaillent en dehors du siège de l'association à Lyon.

Les salariés sont répartis au sein de plusieurs pôles :

Le pôle "Coordination générale" avec 2 salariés qui assurent un lien privilégié entre le conseil d'administration et les salariés et veillent au bon fonctionnement de la structure plus globalement :

- Philippe Brousse comme coordinateur général
- Anne-Laure Méladeck en tant que coordinatrice générale adjointe

Le pôle "Campagne, communication, mobilisations et action" avec 7 salariés :

- Delphine Boutonnet comme responsable boutique, des approvisionnements et des expéditions
- Marie Frachisse comme coordinatrice des questions juridiques
- Laura Hameaux comme chargée des campagnes locales et nationales
- Charlotte Mijeon comme chargée de communication et des relations extérieures
- Wladimir Quenu comme maquettiste de la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire"
- Xavier Rabilloud en tant que responsable des publications
- Mélisande Seyzériat, embauchée le 1^{er} octobre 2013, comme chargée des groupes et actions

Le pôle "Finances et collecte de fonds" avec 2 salariés :

- Baptiste Coll comme responsable de la gestion et de la collecte de fonds
- Annie Orenge comme comptable

- Le pôle "Gestion administrative" avec 2 salariés :

- Nadia Boukacem comme secrétaire et chargé-e de l'accueil téléphonique
- Régis Delhomme comme responsable des bases de données (adresses postales, mails...) et des outils informatiques

- Le pôle "Internet-Infographie" avec 2 salariées :

- Myriam Battarel comme assistante webmestre et documentaliste multimédia
- Sabine Li en tant que responsable web et multimédia

L'équipe salariée est représentée par deux délégués du personnel, à savoir Delphine Boutonnet comme déléguée du personnel titulaire et Xavier Rabilloud, délégué suppléant, dont le mandat électif court jusqu'en octobre 2014. Les délégués du personnel se réunissent une fois par mois avec la coordination dans le cadre d'une écoute mutuelle et d'un esprit de collaboration afin d'aborder les questions surgissant au fil du temps et d'améliorer le cadre du travail en équipe. Un important travail a notamment été fourni cette année sur le règlement intérieur des salariés qui a ensuite été validé par le conseil d'administration le 8 juin 2013.

L'évolution de l'équipe salariée au cours de l'année 2013

Stagiaire au Réseau pendant 6 mois pour apporter une aide sur la campagne "De la mine aux déchets, tous concernés" et sur la communication, Mélisande Seyzériat a été embauchée début octobre 2013 comme nouvelle chargée des groupes et actions après la diffusion nationale d'une offre d'emploi à laquelle ont répondu 86 candidat-e-s.

Le CA a donné son accord pour que Charlotte Mijeon, chargée de communication actuellement en poste à Lyon, travaille d'ici 2014 sur Paris dans un nouveau bâtiment de bureaux à Montreuil qui sera livré d'ici fin 2014. "Mundo Montreuil" sera un centre éthique dans un immeuble écologique d'environ 2 000 m² de bureaux et salles de réunion, à destination d'une cinquantaine d'entreprises sociales, solidaires, associations militantes et coopératives éthiques. Parmi les futurs résidents, il y aura la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), Terre de Liens, la Fédération Nationale des CIVAM comme acteur important du développement agricole et rural, Le Rire Médecin, Les Amis de la Terre France, Inf'OGM, le Réseau AFIP (Formation et d'Information Pour le développement d'initiatives rurales), Energie Partagée, Les AMAP Ile de France, le Comité de Liaison des Energies Renouvelables (CLER), le Réseau des organisations de solidarité internationale (CRID), Ingénieurs Sans Frontières, Peuples Solidaires, le Réseau Action Climat France (RAC), le Centre national d'information indépendante sur les déchets (CNIID)... Ce redéploiement près de Paris est conforme au souhait de la dernière assemblée générale du Réseau qui a acté une présence permanente du Réseau à Paris., qui

permettra au Réseau "Sortir du nucléaire" d'avoir enfin une présence nationale permanente au plus près des centres de décisions et des médias.

Au cours de l'année passée, le Réseau a fait appel à des emplois à durée déterminée, ce qui fut le cas cette année :

- pour Jocelyn Peyret qui a assuré l'intérim au poste de chargé des groupes et actions suite au départ volontaire de Laure Gamba,
- pour Maloin pour l'aide à la préparation de l'AG
- pour Bertille Darragon comme coordinatrice de la grande chaîne humaine qui a eu lieu le 9 mars 2013 à Paris.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" ayant obtenu l'agrément national pour accueillir des services civiques, Fanny Frauciel a commencé en novembre 2013 et pour une durée de 6 mois renouvelables sa mission d'animation du réseau de surveillance citoyenne des installations nucléaires, qui résultait de la motion votée lors de l'AG 2013.

L'association est ponctuellement aidée par des stagiaires et des bénévoles qui viennent renforcer le travail des salariés à Lyon, notamment cette année dans le cadre de la collecte de fonds ou des outils informatiques ayant permis de mettre en place une nouvelle boutique en ligne. Un soutien particulièrement précieux au vu de la quantité de travail à réaliser.

Afin de maîtriser la part de la masse salariale dans le budget, le CA a acté qu'il n'y aurait pas de nouvelle embauche d'ici à la fin de l'exercice comptable en cours, à savoir jusqu'au 31 août 2014.

Le conseil d'administration comme employeur

En plus des tâches d'administration de l'association, le conseil d'administration assume collectivement la responsabilité de l'équipe salariée nécessaire à son fonctionnement, tâche assumée, par délégation et en collaboration avec les deux salariés de la coordination générale. Conformément aux statuts, le CA décide formellement des embauches, licenciements et renouvellements de contrats de travail ; il valide l'évolution des missions et des statuts des salariés en poste, ainsi que la politique salariale. Ces questions sont préalablement discutées et éclairées de l'avis du Comité de Gestion dont l'administrateur référent qui est le Trésorier est celui plus spécifiquement attribué aux questions de ressources humaines.

Deux administrateurs d'astreinte, renouvelés par moitié lors de chaque réunion physique trimestrielle du CA, se réunissent avec la coordination chaque semaine, pour faire un point régulier sur les questions courantes ou urgentes ne pouvant pas toujours attendre qu'elles soient abordées lors de la réunion téléphonique du CA qui suit.

L'équipe salariée rend compte régulièrement au CA de l'avancée de son travail soit par écrit, soit lors de réunions et discute du travail en cours et à venir autour d'objectifs communs définis par les votes de l'Assemblée générale ou en réaction à l'actualité. Il est indéniable que l'équipe CA-salariés s'évertue à être réactive et en forte interaction avec les acteurs au sein du Réseau autour du dessein commun de la sortie du nucléaire.

Un règlement intérieur des salariés

En juin 2013, un règlement intérieur des salariés a été acté entre le conseil d'administration et les représentants des salariés comme accord d'association apportant des précisions sur la durée du temps de travail, les récupérations, l'amplitude horaire journalière, les congés payés, les forfaits journaliers, les déplacements, le télétravail, les temps partiels, les tickets restaurant, la santé et la sécurité des salariés, le harcèlement, la participation des salariés aux réunions.

Cet accord a fait suite aux trois précédents accords qui ont été signés entre l'employeur et les représentants du personnel sur les sujets suivants :

- le 17 décembre 2001 : accord d'association sur les 35 heures dans le cadre d'une réduction du temps (RTT).
- le 13 mai 2011 : accord d'association sur le Compte Epargne Temps (CET).
- le 21 juin 2011 : accord d'association sur les Forfaits Journaliers.

Salaires et impact financier sur l'association

Le rapport entre le salaire le plus bas et le plus haut s'établit à un coefficient d'environ 1,8. Les salarié-e-s bénéficient d'avantages sociaux dont, entre autres, les tickets restaurants, un contrat de prévoyance, un plan d'épargne retraite entreprise et une participation aux frais de transports en commun le cas échéant. Lors de l'exercice comptable 2012-2013, la masse salariale est en léger recul par rapport à l'exercice passé (-1,3 %). Cependant, du fait de la diminution de nos ressources, la part de la masse salariale comptable (comprenant TVA, formation continue ...) remonte pour atteindre 65 %. Les salaires bruts et les charges patronales sont couverts à 71 % par les prélèvements automatiques.

L'organisation du travail

Depuis l'année 2005, les commissions de travail permettent un suivi des activités courantes et des projets ponctuels. Les administrateurs se répartissent dans les commissions selon leurs compétences et les salariés en fonction des missions qui leur sont dévolues. Les commissions accueillent également des personnes extérieures à l'équipe CA-salariés, favorisant

ainsi l'implication des militants au cœur de la vie du Réseau. Actuellement, des commissions pérennes traitent de domaines en rapport avec la stratégie du réseau (campagne, communication, juridique, relations internationales, nucléaire militaire, actions, maison de Bure) et de secteur plus techniques ou de fonctionnement interne (gestion, refondation, boutique, internet, revue, organisation de l'AG). D'autres commissions sont mises en activité pour des projets d'actions d'ampleur nationale (chaîne humaine, journées d'études).

Outils de travail et réunions

Pour travailler en synergie avec le CA, l'équipe dispose d'un intranet qui est un espace :

- de discussion et de vote du CA sur les grandes décisions politiques et les communiqués de presse,
- des archives des comptes rendus de réunions,
- une présentation des profils de poste des salariés
- une présentation de la composition des comités internes
- des plannings des réunions internes, des actions du Réseau et externes au Réseau

La coordination se réunit avec le CA environ une fois toutes les 3 semaines en réunion téléphonique et une fois par trimestre en réunion physique dans ses locaux à Lyon. Lors de ces réunions physiques, un certain nombre de salariés sont invités à participer suivant les sujets à traiter. L'ordre du jour de ces réunions est élaboré en concertation et sur proposition du conseil d'administration.

Toute l'équipe salariée se réunit lors d'une réunion hebdomadaire d'une heure pour faire le point sur le travail en cours par un partage des informations essentielles. A été également mis en place un temps de discussion et d'échanges sur les ressentis des salariés, organisé tous les deux mois et animé par un bénévole dont le premier temps s'est tenu en octobre dernier.

Suivi des salariés et de leur travail

La coordination assure régulièrement un travail de suivi avec chaque salarié afin de définir ensemble les priorités de travail, de discuter des difficultés rencontrées et des solutions à y apporter.

Chaque salarié remplit régulièrement dans un espace web partagé ses heures travaillées au jour le jour par un découpage des tâches effectuées. Ce tableau de bord des heures travaillées est l'occasion de faire le point régulièrement sur la charge ou la surcharge de travail et de réfléchir aux moyens d'y remédier ou de mieux répartir le travail. Il permet aussi de voir combien de temps salarié a été nécessaire à la mise en oeuvre d'un projet.

L'ampleur du travail oblige souvent à prioriser et donc à ne pas faire certaines choses par manque de temps. Après avoir connu une dérive importante des heures de travail dans le passé, une attention particulière est désormais portée sur une meilleure maîtrise du temps de travail pour permettre à chacun de prendre le temps de repos qui lui est dû même s'il y a de toute façon toujours beaucoup à faire en terme de lutte antinucléaire. La lutte antinucléaire est un combat intense et il est important de ménager les forces vives !

En dehors de ce suivi régulier, des entretiens annuels approfondis des salariés sont organisés une fois par an en présence d'administrateurs et de la coordination générale pour permettre un temps de dialogue sur l'année écoulée dans une confiance mutuelle, sans jugement et en toute confidentialité dans le but d'établir un bilan partagé afin également de préciser les perspectives.

Un travail en synergie avec des bénévoles

Il nous faut souligner le travail quotidien assidu et parfois difficile des 7 administrateurs titulaires et des 7 administrateurs suppléants, qui ont à faire face à de nombreuses sollicitations. Sur la plupart des missions importantes, un binôme salarié/ référent administrateur est mandaté par le CA qui permet un suivi régulier et un fonctionnement plus efficace. Une bonne ambiance et une confiance partagées sont essentielles pour permettre une bonne interaction au sein du conseil d'administration, au sein de l'équipe salariée ou entre le conseil d'administration et les salariés, bonne ambiance qui a fait défaut cette année et a rendu plus difficile le travail collectif.

L'équipe ca-salariés est aidée dans son travail quotidien par des centaines de bénévoles qui, partout en France, assurent un travail régulier ou ponctuel sur quelques jours ou quelques mois. Ce maillage local des militants bénévoles est une particularité fondamentale du Réseau, qu'il nous tient à cœur de développer et de valoriser. C'est pour cette raison qu'une réflexion sur un décompte plus fin du temps de travail des bénévoles est en cours.

Bénévoles, salarié-e-s et administrateurs, personne ne ménage sa peine pour réaliser un énorme travail et faire avancer ensemble notre cause commune. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés !



Annexe - Rapport des groupes du réseau

(présentés par ordre alphabétique)



CANVA (18)

Activité des 12 derniers mois :

Rappel : spécificité deancements de "Jeûnes-Actions", organisés avec d'autres associations.

Mars 2013 : une semaine à Strasbourg, pour la Fermeture immédiate et définitive de Fessenheim, avec Stop Fessenheim et Greenpeace.

Avril 2013 : un jour devant l'ONU à Genève, lors de la Révision du TNP, avec Armes nucléaires Stop et BPI.

Août 2013 : initiative de la coopération avec Büchel (All.) du Jeûne trinational pour le Désarmement mondial.

CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) (68)

Activité des 12 derniers mois :

(Presque) tous les lundis : participation à une "Mahnwache" à Müllheim (D)

13 janvier 2013 : concert/manifestation du "nouvel an"

16 janvier 2013 : participation à une rencontre avec Francis Rol-Tanguy

12 février 2013 : rassemblement/manifestation devant le CG à Colmar (CLIS Fessenheim)

12 février 2013 : présence à la réunion de la CLIS Fessenheim

18 février 2013 : 100ème "Mahnwache" à Müllheim

du 02 au 08 mars 2013 : actions Place Kleber à Strasbourg

09 mars 2013 : participation à la chaîne humaine à Paris (2 bus complets d'Alsace et du Baden-Württemberg)

10 mars 2013 : rassemblement à la frontière franco-allemande Chalampé-Neuenburg, estimation de 1500 personnes (témoignage de Haruko Boaglio, réfugiée de Fukushima)

11 mars 2013 : rassemblement et Die-in à Mulhouse en présence de Haruko Boaglio, réfugiée de Fukushima.

21 mars 2013 : co-participation au recours en référé devant le Conseil d'Etat pour empêcher les travaux sur

les radiers des réacteurs

3 avril 2013 : participation à une rencontre avec Francis Rol-Tanguy

14 avril 2013 : réception du "Klaus-Bindner-Zukunftspreis"

8 mai 2013 : soutien à la pièce de théâtre : "l'impossible procès" sur la foire Eco-bio de Colmar

24 mai 2013 : animation d'un débat au cinéma Bel-Air suite à la projection du film "The Land of Hope" de Sono Sion

24 mai 2013 : co-organisation d'une conférence : "Transition énergétique et sortie du nucléaire" par Bernard Laponche à Strasbourg

avril/mai 2013 : participation à plusieurs conférences/débats sur la "Transition énergétique"

3 juillet 2013 : participation à une rencontre avec Francis Rol-Tanguy

14 juillet 2013 : participation à un exercice d'évacuation citoyen en Allemagne

16 septembre 2013 : rassemblement/manifestation devant le CG à Colmar (CLIS Fessenheim)

16 septembre 2013 : présence à la réunion de la CLIS Fessenheim

23 octobre 2013: participation à une rencontre avec Francis Rol-Tanguy

14 novembre 2013 : " observateurs citoyens et vigilants " lors de l'exercice de sécurité civile (PPI, PUI)

25 novembre 2013 : Manifestation à Stuttgart pour dénoncer la participation de EnBW à hauteur de 17,5% dans Fessenheim

EELV Brest (29)

Activité des 12 derniers mois :

Avril 2013 : EELV-Brest a rendu un hommage en forme de solidarité à toutes les populations touchées par toutes les catastrophes nucléaires le vendredi 26 avril, jour de la catastrophe de Tchernobyl, à 15h36, heure de la catastrophe de Fukushima aux monuments aux morts, place de la Liberté/square Mathon.

Juin 2013 : EELV Brest a appelé tous les citoyens conscients du risque nucléaire à participer au festival "Debout Tout le Monde" organisé dans le cadre de la campagne pour le désarmement nucléaire à Crozon - Le Fret face à la base de sous- marins nucléaires de l'Ile Longue, le dimanche 9 Juin de 10h à 18h.

Deux samedi de suite, les adhérents du groupe étaient présents devant la Mairie de quartier des "4 Moulins" à Brest lors de la première distribution de pastilles d'iode sur Brest, afin d'alerter sur l'inadéquation entre le périmètre de sécurité des 500m et le danger réel et incontrôlable d'une fuite radioactive à la base navale militaire de Brest.

Suggestions et remarques :

Nous avons besoin d'un réseau national fort (la dimension nationale est importante) mais une déclinaison dans les régions (périphériques en particulier comme la Bretagne) avec des moyens adaptés.

El Elsass Lothringischer Volksbund (67)

Activité des 12 derniers mois :

Participation et mobilisation sur les rives du Rhin et de la Moselle contre les activités nucléaires industrielles et militaires, notamment à Fessenheim et Cattenom.

Sensibilisation aux énergies renouvelables entre autres bois, biomasse et hydraulique, procédés classiques dans nos régions.

Puy-de-Dôme Nature Environnement (63)

Activité des 12 derniers mois :

La situation du Puy-de-Dôme a amené Puy-de-Dôme Nature Environnement à concentrer son activité, dans le domaine du nucléaire, sur les anciennes mines d'uranium.

La gestion de ces installations par AREVA se traduit par un état des lieux lamentable. Suite à la circulaire ministérielle du 22 juillet 2009 AREVA a développé un ensemble d'interventions qui devraient en théorie, remédier à la situation :

Publication d'un bilan environnemental

- Prospection héliportée des zones contaminées
- Mesures au sol pour vérification
- Propositions de remise en état

D'où la nécessité de suivre ces opérations pour en déceler les failles. Ce qui exige un énorme travail de terrain pas toujours réalisable. Bien entendu AREVA s'efforce de limiter au maximum ses propositions.

Dans cette perspective, nous travaillons en partenariat avec la CRIIRAD et participons au Collectif "Mines d'Uranium". Celui-ci doit permettre de poursuivre des discussions au niveau national en vue d'imposer à AREVA des critères plus exigeants pour déterminer les zones à décontaminer.

Nous avons continué à diffuser de l'information sur le nucléaire et la transition énergétique. Mais, nous avons décliné l'invitation du Conseil Régional et du Préfet à participer à une journée régionale sur la transition

énergétique. Cette manifestation ne répondait absolument pas au besoin d'un véritable débat. Les motivations de cette prise de position ont été largement diffusées.

Le **26 avril 2013**, l'anniversaire de Tchernobyl a donné lieu, comme chaque année, à un mini rassemblement au centre de Clermont-Ferrand, histoire de maintenir la mémoire.

Nous étions présents à Paris le **9 mars 2013** dans la Chaîne humaine du Rézo.

Suggestions et remarques :

Remettre en cause l'organisation d'une "grande" manif

annuelle antinucléaire.

Une manif nationale avec 10 ou 20 000, voire 30 000 personnes constitue un échec. Il faut trouver autre chose. Les manif décentralisées, comme cela a été fait certaines années, permettent déjà d'obtenir une participation plus nombreuse. Pourquoi ne pas aller plus loin avec une journée de manifestation dans chaque région ou département. Avec aussi des manifestations variées laissées à l'initiative des associations locales : expos, cycles de conférence ou de films, théâtre, etc. A étudier également, la perspective de coordination des luttes avec d'autres organisations par exemple autour du thème de la transition énergétique (sans nucléaire bien sûr). Ce serait l'occasion d'insister sur l'aspect "création d'emplois" et d'interpeller les syndicats.

Rhône-Alpes sans nucléaire (69)

Activité des 12 derniers mois :

26 janvier 2013 :

L'association "Orliénas demain", nous a invité à participer à un Café citoyen sur le thème "Peut-on se passer du nucléaire". Après deux courts métrages sur l'énergie et le climat, nous avons fait un exposé de 30 mn, suivi d'un débat. Suite à cela, Sylvain Godinot de l'association Négawatt a de même présenté un diaporama suivi d'un débat. Ce fut un échange satisfaisant de près de 3 heures avec 80 personnes sur l'avenir énergétique de la France.

1^{er} février 2013 :

Dans le cadre d'un forum sur le nucléaire organisé pour des élèves de 1^{ère} année d'ingénieur, après une visite de Superphénix, un professeur de l'ENTPE, Ecole d'ingénieur en travaux publics, nous a demandé de donner notre avis sur le nucléaire afin de permettre aux élèves d'avoir plusieurs visions de cette énergie chère et dangereuse. Le 1^{er} février, nous avons donc fait un exposé sur les problèmes du nucléaire pendant 45 mn, suivi de questions et réponses sur cette énergie. Nous remercions cette école d'ingénieur de permettre à ses élèves d'avoir des approches multiples des problèmes de l'énergie.

7 février 2013 :

Des membres de Rhône Alpes sans nucléaire et de Greenpeace Lyon sont allés au CCO de Villeurbanne tenir un stand au début d'un concert. Beaucoup de jeunes ont été sensibilisés sur la question du nucléaire, en prenant volontiers la revue et les tracts. Peu ont semblé volontaire pour la chaîne humaine à Paris le 9 mars, préférant pour certains refaire une chaîne à Lyon. Quelques personnes avaient besoin d'une vraie et complète information sur le nucléaire et ont fort apprécié la revue "sortir du nucléaire". Une bonne expérience, à refaire.

14 mars 2013 :

Les Amis de la Terre et la MRE organisaient une soirée le jeudi 14 mars sur la catastrophe de Fukushima, en projetant le film "Fukushima c'est nous!" en présence de Olivier Florens, Conseiller Général du Vaucluse. Suite au mauvais temps, Olivier Florens n'a pu venir ni amener le film. Moins d'une heure avant la rencontre les Amis de la Terre nous ont contactés pour animer la soirée. Nous avons répondu positivement et fait ainsi un exposé d'une heure sur les dangers du nucléaire et animé ensuite un débat très ouvert sur près d'une heure et demi. Il y avait également, pour le débat, Kurumi Sugita, japonaise, qui a parlé des problèmes des gens vivant dans les zones à forte radioactivité : les gens qui n'ont pas été évacués, les problèmes familiaux générés par les séparations, ou par les avis différents de chaque membre de la famille : partir ? pas partir ? Les personnes qui ont été transférées dans des salles, leur logement ayant été détruits, ne sont toujours pas relogées, etc

20 et 25 mars 2013 :

Dans le cadre de leurs études nous avons accueilli le jeudi 20 mars trois étudiants en seconde année de l'INSA et lundi 25 mars une étudiante en première année de master 2 de Sciences politique à Lyon 2. Les sujets de ces rencontres étaient un peu différents : "Quel est l'avenir du nucléaire en France ?" pour l'INSA et "pourquoi militez-vous ?" dans le cadre de Sciences politique, mais ces sujets ont généré de longues discussions qui nous ont permis d'aborder les problèmes du nucléaire très mal connus et les alternatives que l'on peut proposer, éléments qui figurent si peu dans la presse classique.

23 avril 2013 :

Nous avons animé une soirée débat au Cinéma LE ZOLA à Villeurbanne, Projection du film "Tchernobyl forever" film documentaire de 55 min réalisé par Alain de Halleux en 2010 "A travers le portrait de quatre jeunes

ukrainiens membres d'un groupe de rock, Tchernobyl forever nous donne un aperçu de la façon dont la jeunesse du pays perçoit la catastrophe, avec ses conséquences sur la santé de la population plus ou moins proche, mais aussi sociale, politique et économique ”.

26 avril 2013 :

A 19 H Rassemblement Place des Terreaux à Lyon 1^{er}, pour la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl. Nous nous sommes rassemblés devant l'Hôtel de Ville avec des banderoles. Nous sommes ensuite allés coller une lettre de mort de plus de deux

mètres de large sur le mur du consulat d'Ukraine place Bellecour, rappelant qu'il y avait encore 999 973 années de contamination.

27 mai 2013 :

Suite à l'invitation de Caluire Ecologie, nous avons animé une réunion débat le lundi 27 mai dans une salle du Ciné-Caluire avec 25 personnes sur le sujet : Quel avenir pour le nucléaire ? Quelles alternatives ? Un exposé d'une heure suivi d'une heure et demi de débat et échanges.

Sortir du Nucléaire Bugey (01)

Activité des 12 derniers mois :

Recours devant le tribunal administratif de Lyon contre le vote de la modification simplifiée du PLU de Saint-Vulbas : 2 recours : gracieux et contentieux.

Plusieurs actions devant la mairie de Saint-Vulbas lors de l'enquête publique ICEDA

Recours gracieux contre l'octroi du nouveau permis de construire d'ICEDA

Conception et réalisation d'un autocollant contre ICEDA

Conception et réalisation d'un tract contre ICEDA (diffusé et distribué à hauteur de 5 000 ex)

Balise CRIIRAD : SDN Bugey a permis que Roland Desbordes rencontre Madame Roy, élue verte au grand Lyon pour un projet d'installation de balise

Participation à l'invitation de la Commission Energie du Conseil Régional pour un exposé sur les activités et enjeux énergétiques de SDN Bugey

Organisation d'une soirée cinéma avec le film " Tous Cobayes " en présence du réalisateur JP JAUD à Ambérieu. Intervention également au cinéma de Nantua pour le film " Into Eternity "

Série de réunions d'information sur la transition énergétique et les alternatives énergétiques dans différentes communes

Accueil de la marche anti-nucléaire " Foot Prints for Peace " de cet été, avec différentes actions, dont une devant la centrale

Participation à la manif contre gaz de schiste à Nantua

Mise en place à Loyettes d'une conférence sur Fukushima avec Janick Magne (professeur en université, qui réside

à Tokyo et qui a vécu le tsunami)

Présence régulière et interventions aux différentes réunions de la CLI

Participation à une réunion d'infos sur le nucléaire (avec M. Fluchère pro-NUCLEAIRE) / prise de parole et contre-argumentation lors du pseudo-débat

Courrier envoyé au préfet pour contester sa décision d'accorder le nouveau PC d' ICEDA

Courriers envoyés aux différents élus du territoire députés sénateurs, conseillers régionaux et départementaux

Différents communiqués de presse dont le dernier pour contester la décision du préfet (ICEDA)

Différents courriers envoyés à l'ASN et un courrier au Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et à l'Académie des Sciences à propos de l'impasse sur l'uranium dans les bilans énergétiques de la France

Actions diverses devant le tribunal de Bourg en Bresse notamment à l'occasion du procès contre EDF pour les gravats radioactifs et du procès des militants de Greenpeace

Maintien des actions rond-point au rythme d'au moins une par mois en moyenne : elles se font dorénavant sur toutes les communes voisines de la centrale (15 actions sur l'année)

Intervention de 2 membres de SDN Bugey à Lyon (infos sur ICEDA) dans un débat à l'initiative d'un collectif alternatif

Participation au salon des éditions libertaires à Lyon (sur ICEDA)

Stands dans différentes manifestations festives

D'une manière générale, développement très significatif des contacts avec la presse locale, nationale et internationale.

Suggestions et remarques :

Pour le prochain "anniversaire" de Fukushima en mars 2014, nous serions nettement favorables à des actions déclinées en régions, devant ou aux alentours de chaque site nucléaire le plus proche des

populations concernées, que cela soit sous forme d'actions rond points généralisées sur tout le territoire ou autre formule novatrice (en dehors des traditionnels rassemblements qui ne rassemblent justement pas suffisamment) ;

Privilégier les formules nouvelles comme l'ont été les chaînes humaines en 2011 mais cette fois-ci, trouver autre chose, nationalement, et décliné en régions.

Les actions rond points sont une idée ; il peut sans doute y en avoir d'autres !...

Sortir du Nucléaire Trégor (22)

Activité des 12 derniers mois :

Juin 2012 :

Participation collective au sondage du Réseau sur les actions à prévoir en 2013

SCOT : Intervention de Gaëlle et Patrice pour la prise en compte des anciennes carrières d'uranium

Préparation de la réunion publique "Aréva en Afrique"

Juillet 2012 :

Réunion spéciale "Anciennes mines d'uranium"

Juillet-Août 2012 :

Etudes de terrains par le groupe veille

Démarrage de l'élaboration d'un gros dossier coordonné par Gaëlle

Septembre 2012 :

Forum des associations : Pétition de la CRIIRAD pour la transparence des analyses de radioactivité

Préparation de la manifestation de Laval

Projet de création de "SDN-Pontrieux"

Préparation de la réunion publique avec Enercoop et l'Agence Locale de l'Energie de St-Brieuc

Octobre 2012 :

Organisation d'un car pour Laval

Novembre 2012 :

Réunion publique Enercoop-ALE (35 personnes)

Le groupe décide de ne pas adhérer pour le moment à la Fédération Bretonne (Intérêt pas évident pour tout le monde, interrogations concernant le mode de fonctionnement, mots d'ordre "sortie immédiate" jugé trop ferme par certains) à suivre cependant

Décembre 2012 :

Réunion spéciale gaz de schistes avec Denis Robert

Véronique vend son livre "Un monde de quilles" au profit de SDN Trégor (100 euros récoltés)

Proposition de compte Facebook non retenue

Proposition de Blog retenue

Préparation du concert "Balade entre Fukushima's"

Préparation de notre participation à la Chaîne humaine de Paris

Janvier 2013 :

Réunion spéciale sur la fin du pétrole avec Nicolas Feat (15 participants)

Réunion essentiellement consacrée à la gestion du dossier "Veille radioactive"

Demande de rendez-vous auprès du Préfet

Lancement d'un car pour la Chaîne humaine à Paris

Naissance de SDN Pontrieux

Lancement du Blog

Février 2013 :

Lancement par Dominique et Philippe d'une maquette pour la promotion du solaire

Mars 2013 :

Balade entre Fukushima's : chants lyriques et exposition de M.Luyton, 50 personnes à Locquemeau, bonne couverture médiatique et réalisation d'un CD

Chaîne humaine de Paris: Abandon du car mais présence de Trégorrois quand même

Renouvellement de cotisation au Réseau National et à la CRIIRAD

Projet de pièce de théâtre : L'Impossible Procès

Avril 2013 :

Réunion publique "AREVA au Niger" (35 personnes)

Participation au débat sur la nucléaire organisée par l'ENSSAT

Participation au rassemblement régional de Brennilis

Mai 2013 :

Communiqué de presse sur les bornes pour voitures électriques

Participation du groupe "solaire" à la Fête du jardinage de Belle-Isle (plusieurs contacts)

Relance du Sous-Préfet suite à notre rencontre (aucune réponse à ce jour)

Sortir du Nucléaire 27

Activité des 12 derniers mois :

1 février : conférence à Vernon avec Yves Lenoir d'ETB et Satoko Fujimoto de Ringono (De Tchernobyl à Fukushima) 50 personnes

8 mars : concert d'orgue et chant à la Collégiale de Vernon et dont la recette était destinée à ETB (100 personnes)

9 mars : participation à la chaîne humaine à Paris (30 personnes)

27 avril : conférence avec Wladimir Tchertkoff à Vernon (60 personnes)

Printemps : conférence de presse pour expliquer notre non participation au débat sur la transition énergétique

26 septembre : conférence à Vernon avec Serge Grunberg de l'ACCRO à l'occasion du débat public sur CIGEO

28 et 29 septembre : présence au salon de l'environnement de Cherisy et conférence avec Satoko Fujimoto

30 septembre : participation à l'AG de HNNE à Rouen

3 octobre : conférence sur CIGEO à Louviers (40 personnes)

12 octobre : participation à une journée des alternatives organisée par la Vie Nouvelle selon une démarche Colibri

18 octobre : conférence à Pont Audemer sur CIGEO (20 personnes)

Ces différentes conférences font toujours l'objet d'articles dans le Paris-Normandie et les journaux locaux

Sortir du Nucléaire 34

Activité des 12 derniers mois :

Le collectif SDN 34 comprend une quarantaine de membres et 360 sympathisants qui reçoivent les principales informations concernant les activités du groupe.

Le collectif a imprimé cette année 4000 exemplaires de la brochure réalisée l'an dernier "les mensonges du nucléaires", et distribue régulièrement deux tracts lors de ses apparitions "le nucléaire c'est partout même ici" sur le nucléaire en région et "Sortir du nucléaire c'est bon aussi pour les travailleurs". Un site internet a été créé afin de diffuser les informations des manifestations et des réunions du groupe (www.sortirdunucléaire34.org)

Le collectif a été présent cette année sur diverses manifestations : semaine de l'environnement, meeting du Front de Gauche, fête du NPA, ainsi que sur les marchés.

Cinéma

Un partenariat avec le cinéma Utopia nous permet de diffuser trimestriellement des films anti nucléaires et d'animer un débat (une cinquantaine de personnes, public plutôt militant) :

18 novembre : "Tous Cobayes". Débat en présence de la productrice

3 Février : " Brennilis, la centrale qui ne voulait pas mourir " débat avec Simon Cossus, Directeur d'Enercoop Languedoc Roussillon.

23 mai : " Pluies Noires " Débat avec Patrice Bouveret sur le nucléaire militaire.

Participations à des débats :

16 novembre : " Les Exploitations en Afrique " : Avec Ramatou Solli, coordonnatrice du Gren Niger. Organisé par Survie, avec Oxfam, Sortir du nucléaire 34, Les Amis de la Terre et Amnesty International.

19 novembre : " Quelle énergie pour quelle société ? " organisé par la gauche anticapitaliste Intervenant : FdG, PC, GA et SDN34

Manifestations et actions

16 février : manifestation anti Astrid Gard

9 Mars : Chaîne humaine 10 à 15 montpelliérains à Paris. 200 personnes à Montpellier (die-in, chaîne, distribution de tract). Affichage et distribution massive

de flyers durant les semaines qui ont précédé.

23 mars : visite d'un site sur une ancienne mine à Lodève

27 Avril : Tchernobyl Day Manifestation. Environ 60 personnes sous la pluie place de la Comédie à Montpellier.

28 juin : 5 Montpelliérains participent au blocage de la Comurhex-Malvézi

6 juillet : Accueil de la marche Narbonne-Bugey. Manifestation, prise de parole, soirée débat.

Du 5 au 9 août : 6 montpelliérains participent à Paris au jeûne contre le nucléaire militaire

12 septembre : Environ 15 montpelliérains sur l'action de blocage d'un camion d'UF4 à Narbonne.

26 octobre : 9 montpelliérains présents à la rencontre inter-régionale Sud-ouest

Sortir du Nucléaire Touraine (37)

Activité des 12 derniers mois :

Le groupe SDN-Touraine s'est réuni (au 23 septembre), sept fois dans l'année, pour organiser des actions pour l'année en cours.

17 janvier 2013 : co-organisation d'une soirée débat au cinéma "Les Studios" à Tours, sur le thème du démantèlement, avec projection du film "Brennilis, la centrale qui ne voulait pas s'éteindre".

8 mars 2013 : organisation d'un concert avec Adèle Litz à Tours, à l'auditorium de la fac de musique.

9 mars 2013 : participation à la Chaîne humaine à Paris. Une cinquantaine de personnes se sont déplacées.

26, 27, 29 et 30 avril 2013 : distributions de brochures SDN devant le cinéma Studio, à l'occasion de la projection du film "The Land of hope" et de l'anniversaire de Tchernobyl.

27 avril 2013 : distribution de tracts à Port-Boulet, gare SNCF où transite le combustible des réacteurs de la centrale de Chinon.

23 mai 2013 : distribution de tracts devant la gare de Tours.

25 mai 2013 : non organisation de la descente de la Loire, en canoë, à vélo, en marchant.

30 mai 2013 : participation au débat sur la transition énergétique à Tours.

27 juin 2013 : participation à la journée institutionnelle du CNPE.

29 juin 2013 : distribution de tracts devant l'agence Société Générale à Tours, avec d'autres associations (les désobéissants, Greenpeace, par exemple) Plusieurs réunions de CLI du CNPE dans l'année.

5 septembre 2013 : non participation au débat CIGEO à Beaugency, débat annulé

31 mai et les 28 et 29 septembre 2013 : participation à deux salons en Touraine. Participation à un concours photo organisé par le CNPE de Chinon : trois membres ont envoyé des photos truquées pour protester sur le saccage de la Loire par la centrale : les photos n'ont pas été retenues !

30-31 août et 1er septembre 2013 : tenue d'un stand et participation à un éco-festival autour de la transition énergétique, alimenté par le Solar Sound System

13 octobre 2013 : Participation à la course à pied de Chinon aux couleurs de la sortie du nucléaire, la course était sponsorisée par EDF et AREVA !

Rapport moral : notre groupe local, non associatif,

démocratique et libre, compte une quinzaine de membres actifs, nombre qui augmente au gré des actions. Nous sommes assez fiers de notre présence lors des différentes manifestations nationales, régionales, locales ; notre présence se manifeste par l'entreprise de tractages, tables lors de salons, en ville et à la campagne avec drapeaux, vêtements, tracts, ...

présence aux réunions de CLI et ANCLI.

Nous savons montrer que nous existons, pas par le nombre, mais par la pertinence de nos actions.

Si le petit poisson pouvait devenir plus grand ... des sympathisants nous rejoignent, d'autres s'en vont ... venez, revenez, on va en sortir !

Union Pacifiste de France (75)

Activité des 12 derniers mois :

Quelques activités surtout participatives :

Participation à l'AG de Armes Nucléaires Stop

Participation au Colloque organisé par l'Observatoire des Armements à l'Assemblée Nationale sur la dissuasion nucléaire

Appel à la chaîne humaine sur Paris et participation de quelques adhérents de l'UP de la région parisienne

Pour l'AG de Réseau Sortir du nucléaire, l'UPF est cosignataire de la motion sur le nucléaire militaire porté par Dominique Lalanne de Armes Nucléaires Stop

Dans notre journal, nous avons eu quelques articles sur le sujet nucléaire, en particulier, militaire et, dans le journal de novembre, vous trouverez un article intitulé "Nos objections au nucléaire" par moi-même.

Suggestions et remarques :

Pour l'UPF, le nucléaire civil et militaire est indissociable et c'est pour cette raison que nous soutenons la motion de Denis Lalanne

